



Notre contribution à la Paix : une mosaïque d'actions complémentaires

Service Civil pour la Paix / EED (Grands Lacs d'Afrique et Mano River Region)

Flaubert Djateng • Christiane Kayser • Marie José Mavinga



Construire la Paix



Vision des partenaires du SCP-Grands Lacs / EED

- *Une culture de paix et de citoyenneté est émergente et met fin à la culture de l'impunité et de la violence*
- *Le renforcement des institutions facilite la construction d'un Etat de droit*
- *Les ressources du pays ne sont plus pillées, mais servent au moins partiellement à l'amélioration de la situation des populations.*
- *La RDC développe une identité partagée par tous les citoyens et trouve sa place dans la sous-région et dans le monde.*

La réalisation de cette vision passe par la participation de tous avec une prise en compte des activités transversales comme le genre, les droits de la personne et l'éducation.

The vision of the Partners of Civil Peace Services (CPS) – Mano River Region / Church Development Service, an Association of the Protestant Churches of Germany (EED)

- *A sub-region characterized by a culture of peace, equality, justice, fair play and responsible citizens;*
- *A transparent and accountable governance system at all levels, capable of providing services for the citizens;*
- *Effective and efficient control of the economy and other state resources, utilized for the good of all;*
- *A sub-region free of ethnic and religious bigotry and where everyone enjoys equal rights, opportunities and protection;*
- *Providing the necessary enabling environment through advocacy and other peaceful means, for women and youth to fully realize their potentials;*
- *A vibrant and proactive Mano River Union (MRU) functioning in harmony with the Economic Community of West African States (ECOWAS), to facilitate the unimpeded movement of people, goods and services within the region;*
- *Effective networking and cooperation among CPS Partner Organisations within the Mano River Region.*

Construire la Paix

EED (Evangelischer Entwicklungsdienst – Service des Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand pour la Coopération Economique)

Notre contribution à la paix : une mosaïque d'actions complémentaires

**Service Civil pour la Paix / EED
(Grands Lacs d'Afrique Mano River Region)**

Flaubert Djateng · Christiane Kayser · Marie José Mavinga



EED (Evangelischer Entwicklungsdienst – Service des
Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand
pour la Coopération Economique)

zfd – Ziviler Friedensdienst

Tous droits réservés pour tous pays

1^{ère} édition, Mars 2009

Copyright © 2009 by SCP-Grands Lacs / EED,
Kinshasa, Bafoussam, Berlin

Copyright photos: Willy Bongolo/CRAFOD, Flaubert Djateng,

Christiane Kayser, Bent-Jorgen Perlmutter, Wilfried Steen

Production et conception: Eberhard Delius, Berlin

Mise en page: Reih's Satzstudio, Lohmar

Impression: Format Druck, Berlin

Printed in Germany

contact:

Flaubert Djateng: fdjateng9@gmail.com

www.peaceworkafrica.org

Sommaire

1. Introduction	6
2. La Paix : un concept usé et abusé... ..	7
3. Le Service Civil pour la Paix : perceptions et logiques d'intervention	16
4. Le travail SCP en RD Congo : marges de manœuvre et légitimité	18
5. Le Service Civil pour la Paix : des efforts multiples et divers pour un même objectif	24
A. HEAL Africa au Nord Kivu et au Maniema : avancer avec les femmes... sans laisser les hommes derrière	26
B. Le CCEF (Centre Congolais de l'Enfant et de la Famille) à Kinshasa : la détraumatisation	31
C. Le CRAFOD (Centre Régional d'Appui et de Formation pour le Développement) au Bas Congo : dialogue entre populations et décideurs ...	35
D. Le RIO (Réseau d'Innovation Organisationnelle) au Sud-Kivu : l'éducation à la paix	37
E. Le CEFOMAD (Centre de Formation en Management et Développement Organisationnel) : instruments de gouvernance dans la commune de Kinsenso à Kinshasa	38
F. Le SADRI (Service d'Appui Régional au Développement Intégré) au Katanga : les « faiseurs de paix »	41
6. Le Plaidoyer et la Recherche-Action : deux axes essentiels dans le travail de paix	47
7. Les organisations partenaires et les professionnels d'appui : une complémentarité efficace	62
8. Les réseaux SCP : pistes de synergies et de complémentarités	75
9. Conclusion	78

1. Introduction

Le Service Civil pour la Paix (SCP) de EED en coopération avec ses partenaires en République Démocratique du Congo et dans la Mano River Region en Afrique de l'Ouest, cherche à renforcer de façon durable les forces et organismes civils étatiques et non étatiques aux niveaux local, régional et national autour de deux grands objectifs qui sont:

1. *Contribuer au dépassement des fragmentations régionales, ethniques, politiques, religieuses, etc.*
2. *Renforcer les initiatives locales en travaillant avec les populations en tant qu'acteurs et non victimes des changements.*

Ces objectifs découlent des analyses de contexte et des visions de paix et de stabilité développées ensemble avec nos partenaires locaux. Au vu de la richesse et de la diversité du travail des partenaires SCP, nous avons décidé de vous proposer dans cette brochure une esquisse des multiples approches du travail de paix. Pour cela il s'agira d'abord de redéfinir ce que nous entendons par le concept de paix, de réfléchir sur les perceptions du SCP et sur ses logiques d'intervention. Ensuite les apports de différents partenaires vont permettre au lecteur de se plonger dans l'univers des efforts de paix des uns et des autres. Enfin nous en revenons aux passerelles entre nous et à nos tentatives de réseautage qui constituent pour nous des éléments essentiels du travail de paix dans une Afrique en déchirement et dans un monde globalisé.

Nous remercions tous nos collègues des organisations partenaires et tous les professionnels d'appui qui ont contribué pendant l'atelier d'octobre 2008 à Goma et en envoyant des descriptions de leur travail, notamment Jessie Bohr, Willy Bongolo, Odile Bula Bula, Birgit Embalo, Pierre Kahenga, Emilie Lukombo, Lyn Lusi, Hortence Kavuo, André Masiala, Zeffy Mata Bantala, Angèle Mazimi, Murhega Mashanda, Ibond Rupas A'nzam, Donat Tunamau Vema et Desirée Zwanck.

Bonne lecture et n'hésitez pas à nous contacter pour partager vos remarques et suggestions

*Christiane Kayser, Marie José Mavinga, Flaubert Djateng
Goma / Kinshasa / Bafoussam, février 2009*

2. La Paix : un concept usé et abusé...

Si nous parlons de notre contribution à la paix, le danger est grand de nous perdre dans les clichés attachés au concept de paix. Depuis que le travail de paix est devenu un « marché » dans le monde du développement au même titre que le travail « humanitaire », l'approche « genre », et tant d'autres mots-clé qui reviennent à la mode dans le langage des bailleurs et des demandes de financement, il est essentiel de définir plus exactement ce qu'on entend par là dans le contexte où on travaille. C'est pourquoi les différents programmes du Service Civil pour la Paix de EED développent ensemble avec les partenaires et collègues de chaque pays et de chaque région une vision de paix enracinée dans les réalités qu'ils vivent. (A la page 1 vous trouvez les visions de la RDC et de la Mano River Region.) Néanmoins nous essayons ici de mettre ensemble quelques éléments essentiels qui définissent notre conception de la paix.

La paix n'est pas un concept passif. Elle ne se définit donc pas comme l'absence de quelque chose, mais plutôt comme le contraire de la guerre et des conflits violents.

La paix n'est pas un concept apolitique. Contrairement à certaines écoles de pensée, nous ne réduisons pas la paix à une question individuelle et psychologique. La paix concerne l'individu dans le cadre de la communauté et de la vie sociale. Dans toute collectivité humaine il existe des conflits, il serait aberrant de les nier et de prêcher la gentillesse des uns envers les autres. Pour arriver à la paix, il faut développer une culture de négociation et partir de l'existence d'intérêts divergents et contradictoires.

La paix durable ne peut se construire sur base d'injustice. La paix sur base d'oppression et de terreur est une « paix des cimetières ». Une telle situation engendre nécessairement tôt ou tard la révolte et la violence contre l'injustice. Voilà pourquoi notre conception de la paix englobe la

notion de justice et de lutte pour la création et la distribution plus équitable des richesses.

La paix ne peut pas être apportée par des forces extérieures. Les professionnels de la paix ne sont pas des sauveurs neutres qui viennent apporter la paix à des pays et communautés amorphes ou sanguinaires qui attendent le salut de l'extérieur. Ceux qui viennent contribuer au travail de paix n'apportent pas les solutions, ils les développent ensemble avec les partenaires sur place engagés dans ce travail.

La paix croît de l'intérieur. Elle demande donc la conscientisation, la mobilisation et l'organisation des populations concernées. Elle doit s'enraciner dans le local tout en bénéficiant d'un travail de plaidoyer global.

La paix est un engagement individuel et collectif. Pour arriver à la stabilité et à la paix, il est nécessaire que les individus et groupes concernés s'engagent à travailler de façon constructive contre l'injustice et la misère, pour la sauvegarde de la création en créant des alliances locales et internationales.

La paix est une culture. Elle se développe sur base de croisements inter-culturels et se nourrit de la transformation productive des conflits d'intérêts.

La paix ne s'apprend pas dans des formations, elle se vit et se construit sur base des réalités politiques, économiques et culturelles. Elle ne peut être appliquée comme un schéma sur une situation donnée ni être enseignée dans des ateliers et modules passe-partout. Elle émerge sur base d'analyses des facteurs et acteurs de division et d'unité pour devenir une façon de gérer la vie.

Il y a beaucoup de textes et de théories qui peuvent alimenter nos réflexions autour de la paix. Il ne s'agit pas de trier entre le « vrai » et le « faux », mais plutôt de croiser les idées, de les tester et les adapter ensemble. Nous vous donnons ici deux exemples.

Le premier est un texte tiré du site web de l'association « Graines de Paix » qui essaye de redéfinir les concepts de paix et de violence. Nous pensons qu'il y a là matière à réflexion et à action surtout autour des liens entre l'individuel et le sociétal.

*Ce texte est tiré du site web de l'organisation « Graines de Paix »,
voir aussi : www.graines-de-paix.org*

La paix, la violence – vers de nouvelles définitions

Définitions de la paix ()*

La paix n'est pas l'absence de guerre, ni le contraire de la guerre. Définir la paix comme l'absence de guerre réduit la paix à une vision passive, incomplète et lointaine. Le champ de la paix est bien plus vaste, car le champ de la violence est bien plus vaste que celui de la guerre. Mais la paix n'est pas non plus l'absence de violence, elle est le contraire de la violence.

La paix est une activité, pas une passivité. Elle est un engagement qui se pratique tous les jours dans toutes nos interactions. Etre un spectateur passif face aux interactions violentes des autres tue la paix. Rester passif envoie le mauvais signal. Cela autorise les violents à augmenter la violence. C'est en formant un contrepoids, majoritaire, où la paix prime dans les interactions humaines, qu'on peut susciter une remise en cause des « violents » et les éveiller au meilleur d'eux-mêmes. En restant passif, on se désolidarise de cet effort de contrepoids, on fait le choix de la violence des autres, même si on est le plus doux des êtres.

La paix demande une **combativité** positive dans nos relations et tout autant face à nos propres impulsions. Mais définir la paix comme le combat gagné de la raison contre les instincts est faux. Ce n'est pas par le combat qu'on atteint la paix intérieure, mais en cultivant un état intérieur d'apaisement. A l'opposé d'un combat, c'est une relation à construire; avec soi-même, puis avec les autres, où la raison ne suffit pas, il faut aussi le cœur.

La paix est un tissage perpétuel de relations chaleureuses de bon

(*) La définition des mots paix et violence fait l'objet de plusieurs études scientifiques reconnues. Voir par exemple David Adams www.culture-of-peace.

voisinage basée sur les valeurs humaines et la créativité des uns et des autres pour dépasser les difficultés, les heurts et ses propres frustrations.

La paix est une relation de bien-vivre ensemble, solide et durable, basée sur le respect, la sérénité, la cordialité et la bonne intelligence entre humains. Elle est fondée autant sur l'expression du cœur que sur la raison. C'est par la chaleur humaine qu'on peut transcender la violence.

La paix est un choix de vie où les interactions humaines se fondent sur des élans d'humanité capables d'inverser les tendances à la violence des puissants, des vindicatifs et des personnes en colère, en touchant leur cœur et leur raison. Un choix de vie à la fois individuel, collectif, économique et politique.

Si la violence semble omniprésente, alors les champs de la paix sont omniprésents aussi. A nous de les cultiver.

Inhérence de la violence – un leurre

Dire que l'humain est fondamentalement violent est incorrect. La violence n'est ni la caractéristique première des humains, ni un trait immuable de la personnalité.

Dire que la violence est inhérente à l'humain est aussi tendancieux qu'un journal qui ne parle que des guerres. Au tout premier plan, c'est le désir de vivre, de bien vivre et de se protéger qui sont inhérents à l'humain, tout comme l'amour parental et sentimental. C'est bien le désir de paix qui est inhérent à l'humain, tout comme le désir d'épanouissement. N'importe quelle étude statistique le prouverait aisément.

Ce n'est pas le désir de paix qui manque au fond de chaque être, c'est le manque d'une vision positive de son être, de son paraître et de son horizon qui le masque. C'est aussi le savoir-faire qui manque tant.

Dire que certaines personnes sont fondamentalement violentes et d'autres pas est également incorrect, à quelques rares exceptions près. Les uns peuvent effectivement devenir parfois agressifs dans des cas précis : quand ils sont agressés (ou pensent l'avoir été) et/ou se laissent envahir d'émotions négatives. L'agressivité peut parfois mener certains au choix de la violence, et même à une violence sans bornes. D'autres recherchent la violence comme stimulant, comme narcotique ou comme distraction de leur propre vide. Mais, statistiquement, en dehors des guerres, ceux qui font usage de la violence sont moins nombreux que ceux qui règlent leurs conflits sans en faire usage.

Même les plus violents ne sont pas violents tout le temps. Généralement, seule une petite fraction de leurs jours, de leur vie, est entachée par l'usage de la violence. Même ceux qui pensent trouver leur identité virile dans la violence ont un énorme besoin de recevoir et de donner des élans du cœur. Car à quoi sert la virilité si ce n'est pour séduire ?

Bien parler de la violence

Le fait de dire que la violence est inhérente à l'homme ne fait que conforter ceux qui en font usage, en sont tentés ou ont peur d'eux-mêmes. Le dire augmente son acceptabilité, et donc y contribue. Quand la violence monte, comme actuellement, il faut au contraire refuser cette acceptabilité. C'est un message de transformation positive qui est à véhiculer : que chaque humain a en lui la capacité de cultiver des réflexes de paix pour dépasser ses réflexes de violence et transformer ceux des autres.

Utilisations de la violence

Qui dit usage de la violence dit outil. La violence n'est ni un trait de personnalité, ni une émotion, mais un outil. C'est l'outil de der-

niers recours parmi les multiples outils dont les animaux et les humains disposent pour se protéger contre les agressions et contre la mort.

Puisque la violence n'est qu'un outil de dernier recours, sa place est au coffre-fort de notre être. L'outil violence est comme une police d'assurance contre les catastrophes – à n'utiliser qu'en cas de danger de mort.

En dehors de cet usage exceptionnel, faire usage de la violence, c'est être en contradiction avec ses valeurs humaines, son humanité, sa foi, son éthique, ses principes démocratiques, son sens de justice. C'est le cas pour l'usage de la violence comme outil de domination par les puissants. C'est aussi le cas pour son usage comme outil d'expression par ceux qui se croient impuissants.

Définition et niveaux de violence

Quand on parle de relations de paix, on dit que la violence est inacceptable parce que c'est le non-respect de la qualité humaine de l'autre, mais de quel type de violence parle t'on, et de quel niveau de gravité?

Définition de la violence

On définit la violence comme l'atteinte à l'intégrité physique, morale et psychique de l'autre ou des autres.

Niveaux de violence

On peut dire qu'il y a quatre niveaux possibles de violence :

- mortelle
- invalidante, non guérissable
- blessante mais guérissable
- à conséquences bénignes (mais pas sans conséquences, puis-

qu'on ne peut jamais savoir si c'est sans conséquences sur le psychisme plus tard).

Ces quatre niveaux ne se limitent pas à la violence physique, ils concernent tout autant les violences morales et psychiques. Les trois formes peuvent chacun avoir, comme conséquence, juste un désagrément, ou une blessure plus durable, ou une invalidité permanente, ou alors, la mort.

Dépasser l'usage de la violence

On oublie toujours toutes les personnes qui ont su dépasser leur usage de la violence. Elles ont généralement fini par faire confiance à leurs valeurs humaines, leur créativité, leur identité, pour s'exprimer, selon la situation, avec des mots, des actes symboliques, des rassemblements de masse, de la musique, de l'art, un regard ou des gestes tendres, ou par faire confiance à leur courage et leurs convictions pour résister aux incitations à la violence de leur entourage ou de leurs gouvernants.

On oublie aussi qu'un même humain peut devenir agressif dans des circonstances données, puis se retrouver merveilleusement libéré de cette agressivité dès qu'il reçoit un élan affectif, un élan d'humanité. Ce sentiment de libération et de bien-être est encore plus fort pour celui qui se transforme et offre lui-même des élans d'humanité autour de lui.

Non seulement une agressivité exacerbée peut s'effacer durablement quand un humain décide de tourner sa page de violence et s'épanouir dans l'empathie des autres, mais surtout, ce sont les humains les plus violents qui peuvent ressentir le soulagement le plus fort quand ils redécouvrent l'usage de leurs valeurs humaines et de leur créativité pour régler leurs conflits et renforcer leur identité.

La paix comme choix personnel, collectif, économique, politique

La paix est un choix personnel de vie fondé sur l'épanouissement de la vie de tous et donc la construction de soi, alors que la violence est un choix personnel de vie fondé sur la destruction de la vie des autres et surtout de soi.

La paix est tout autant une responsabilité collective, économique et politique, exercée in fine par des êtres dont les convictions personnelles en termes de paix et de valeurs humaines auront la plus grande influence.

Le deuxième texte est la conclusion d'un article de la chercheuse française Béatrice Pouligny sur la construction de la paix dans notre monde globalisé du 21^e siècle. Il nous semble que sa définition de la paix liée à l'Etat de droit et son regard critique sur les interventions du système des Nations Unies et des autres acteurs internationaux dans la construction de la paix rencontrent les expériences de terrain de nos partenaires dans les Grands Lacs et dans la Mano River Region. Son refus d'accepter la division du monde en un occident pacifié et un « reste du monde » belliqueux peut nourrir nos réflexions autour du chemin vers une meilleure gouvernance et une plus grande stabilité en Afrique.

LA « CONSTRUCTION DE LA PAIX »¹

par Béatrice POULIGNY

Chercheur au Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI).

Conclusion

Comprendre à quelles conditions la paix peut être construite dans une société donnée, c'est essayer de rendre intelligibles les nombreuses transformations qui la traversent, dans ses structures

comme dans ses règles, de façon à évaluer les bases sur lesquelles une reconstruction est possible. De fait, loin d'être ce socle auquel se réfère volontiers la « communauté internationale », l'« Etat de droit » est le produit d'histoires concrètes, l'expression de visions de monde et de relations sociales. C'est un projet construit à coups de compromis et de processus successifs. Les ressources locales à la paix ne se trouvent pas forcément là où on les cherche habituellement : pour les identifier, les intervenants doivent accepter d'aller au-delà des apparences et de comprendre la transition guerre-paix dans ses différentes dimensions collectives et individuelles, y compris celles que l'on a largement sous-estimées jusqu'à présent et qui relèvent de la psychanalyse. Cela suppose une véritable révolution dans l'intelligence qui est développée des contextes locaux, mais aussi de l'ingénierie de paix promue par l'ONU.

Les débats sur ces questions, habituellement rendus difficiles par les oppositions idéologiques dans la compréhension du couple souveraineté-ingérence, sont considérablement compliqués par un clivage croissant, à l'ONU – renforcé par l'impératif de la lutte contre le terrorisme –, entre les pays occidentaux et les autres, comme s'il existait encore deux mondes distincts : l'un pacifié, l'autre belliqueux. Les événements risquent pourtant de nous rappeler de plus en plus violemment les impasses inhérentes à une telle vision. L'objectif d'une sécurité globale invite, au contraire, à renouveler l'idée (sinon l'idéal) de concilier l'infinie « diversité » des pratiques, des intérêts, des situations socio-politiques, avec l'universalité de la condition humaine. C'est à ce prix que la « communauté internationale » et les Etats qui s'en réclament pourront espérer contribuer à la « construction de la paix » dans le monde.

¹ Annuaire Français de Relations Internationales, vol. 4, 2003, pp. 791–799

3. Le Service Civil pour la Paix : perceptions et logiques d'intervention

Souvent la perception du Service Civil pour la Paix est celle de quelques « anges de paix » dépêchés d'Allemagne pour amener un paquet ficelé de « paix » à des pays et à des communautés.

Première erreur : comme nous avons vu le SCP peut être utile sur la durée uniquement s'il s'inscrit dans des initiatives et organisations locales construisant une société plus juste et capable de négocier les différents intérêts de façon constructive. Béatrice Pouligny nous fait remarquer qu'il faut comprendre et analyser l'infinie « diversité » des pratiques, intérêts et situations afin de pouvoir agir de façon utile. Ce travail ne peut être fait par un « agent de paix » individuel, mais doit se baser sur un effort commun des organismes et populations concernées.

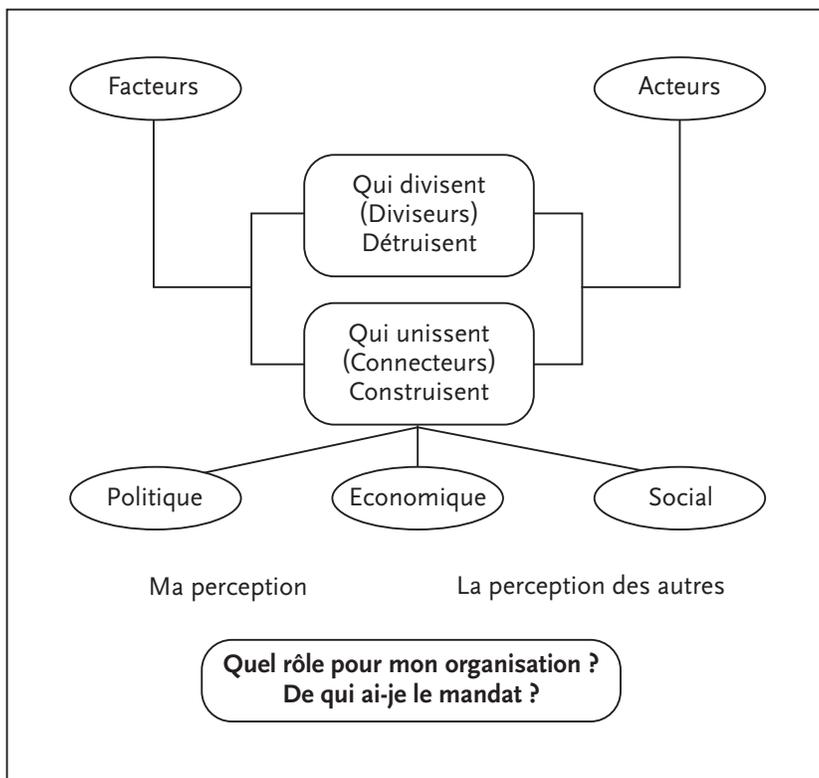
Il est donc important d'adapter la méthodologie « Do No Harm »² (initialement développée pour éviter que des intervenants extérieurs ne nuisent en piétinant un terrain inconnu avec leurs gros sabots) en un instrument pour intervenants locaux et leurs collègues professionnels d'appui.

Pour aller vite : les outils d'analyse des acteurs et des facteurs qui influent sur le conflit, des éléments qui divisent et des éléments qui unissent doivent être utilisés ensemble avec les intervenants locaux dans une perspective de renforcer le potentiel local pour la paix (local capacities for peace) et non dans une logique de moindre nuisance par les intervenants extérieurs. Il existe des traductions françaises informelles des outils « Do No Harm » utilisées par des collègues et partenaires en Afrique, mais à notre connaissance les outils n'ont pas encore été réadaptés systématiquement afin de se baser sur les réalités des organismes locaux. On peut avancer l'argument que les acteurs locaux ne sont pas

² Voir « Do No Harm: How Aid Can Support Peace – or War » by Mary B. Anderson. Copyright © 1999 by Lynne Rienner Publishers, Inc. Voir aussi: CDA Collaborative Learning Projects, Website: www.cdainc.com

neutres et sont justement parties prenantes des conflits. A notre avis c'est une raison de plus pour renforcer les capacités des divers acteurs locaux dans l'analyse des facteurs et acteurs de conflit et pour leur permettre de se positionner eux-mêmes dans cet échiquier complexe. En particulier la question de la légitimité du rôle et de la place par rapport au travail dans et autour du conflit doit être traitée par rapport à tous les acteurs, organisations partenaires et professionnels compris.

**Représentation schématique adaptée du « Do No Harm »
(extrait du rapport de l'atelier SCP Grands Lacs, Goma, octobre 2007, voir www.peaceworkafrica.org)**



4. Le travail SCP en RD Congo : marges de manœuvre et légitimité

En octobre 2008, les partenaires et professionnels du réseau SCP Grands Lacs se sont retrouvés à Goma pour travailler sur « Notre contribution à la Paix ». ³ Ils ont notamment dégagé quelques éléments de base sur lesquels repose leur engagement pour la paix :

Ce qui nous permet d'agir :

- La conviction et la motivation pour rétablir la justice sociale
- La confiance des populations
- L'appartenance à une Eglise
- Les compétences disponibles qu'il faut mettre en valeur
- Les souffrances observées et la colère que cela provoque en soi
- La connaissance du contexte
- L'engagement observé au niveau de la base (décideurs et autres acteurs)
- Le dysfonctionnement de l'administration publique

Nos marges de manœuvre :

- Le potentiel qu'offre la présence des Eglises
- Les compétences disponibles et mobilisables au sein des organisations locales
- Les résultats des actions de lobbying
- Les effets résultants du renforcement des capacités de production des populations

Notre légitimité :

- La confiance des populations
- On n'est pas seuls à agir, les possibilités de synergie des actions
- La pertinence des actions

³ voir le rapport complet sous www.peaceworkafrica.org

- La réputation et la crédibilité des organisations locales
- L'appartenance à – ou une bonne intégration dans – le milieu d'action

Cette liste est loin d'être complète. Il est également nécessaire de discuter des pièges contenus dans certaines affirmations et de développer des stratégies. Par exemple : notre intégration dans tel ou tel milieu nous donne une légitimité, mais peut également nous enfermer dans la haine et l'exclusion. Comment gérer cela ? Les croisements et dialogues entre nous permettent jusqu'ici de relativiser et de dépasser les loyautés communautaires, tout en gardant les pieds sur nos terroirs locaux.

Mais une telle liste permet de mieux comprendre ce qui donne aux uns et aux autres l'énergie et le courage de travailler pour la paix sur la durée.

Les récentes évolutions en RDC confirment notre hypothèse que la paix ne peut se faire de l'extérieur. Les interventions de l'ONU et d'autres « faiseurs de paix » militaires et civils ne peuvent être efficaces sans processus locaux complémentaires. Nous vous livrons ici le « coup de gueule » de Thierry Vircoulon qui a lui-même travaillé pour la MONUC en RDC. Il constate l'échec des interventions externes et propose un changement de méthode. Pour nous ce texte est un défi s'adressant aussi et surtout aux acteurs locaux et régionaux de la RDC qui n'apparaissent ici que comme des victimes. Son analyse provocatrice a été publiée dans le quotidien français « Libération ».

Congo-RDC : l'échec des faiseurs de paix

(Libération 07/02/2009)

par Thierry Vircoulon chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri)

A la fin du mois d'octobre 2008, dans la province du Nord-Kivu à la frontière du Rwanda et de la république démocratique du Congo (RDC), un seigneur de la guerre du nom de Laurent Nkunda a en quelques semaines défait l'armée congolaise, provoqué une crise humanitaire, commis des violations des droits de l'homme¹, démontré l'inefficacité complète des 17 000 casques bleus de la Monuc² et mis échec et mat le processus de paix sponsorisé par la communauté internationale dans la région depuis 2002. Cet échec est plus qu'une simple péripétie malheureuse d'un processus de paix marqué par les violences : il met à nu l'enlisement de ce processus et surtout son inefficacité à traiter l'épicentre du « problème congolais », les Kivus.

Contrairement à une opinion très répandue, l'est congolais n'est pas victime d'un manque d'intérêt de la communauté internationale car celle-ci n'a pas lésiné sur les moyens pour promouvoir la paix dans une des régions les plus violentes de la planète. L'ONU y a déployé sa plus grande mission de maintien de la paix, l'Union européenne a organisé à deux reprises des opérations militaires (Artémis en 2003 et Eufor en 2006), les bailleurs de fonds ont mobilisé 4 milliards de dollars pour la reconstruction de la RDC et ce pays, avec le Soudan et l'Afghanistan, est l'un des points de concentration des ONG internationales dans le monde. Last but not least, un cortège d'envoyés spéciaux de l'ONU, l'Union africaine, l'UE, etc., cir-

¹ Très bien documentées par Human Rights Watch.

² Monuc : mission des Nations unies au Congo.

culent entre le Nord-Kivu, le Conseil de sécurité et les capitales européennes et africaines pour faire avancer la cause de la paix.

Pourtant le nombre d'accords entre belligérants et de réunions diplomatiques à haut niveau contraste fortement avec l'aggravation de la situation sur le terrain où les seigneurs de guerre mènent le jeu depuis plus de douze ans. Ce qui est en cause n'est pas le désintérêt des nombreux faiseurs de paix de la communauté internationale mais, au contraire, leur méthode qui a besoin d'être sérieusement repensée.

Loin de susciter un relèvement rapide de l'économie congolaise et une amélioration des conditions de vie des 60 millions de Congolais, la ruée des bailleurs de fonds et des ONG désorganise chaque jour davantage un Etat fantôme, miné par une corruption structurelle et incapable de remplir ses missions de base. Répartie de manière très déséquilibrée en faveur de l'est du pays, l'aide internationale laisse sombrer les autres provinces dans l'hyperpauvreté, intensifie les habitudes de captation et de dépendance solidement enracinées en RDC et infantilise la société civile congolaise.

Loin d'être dissuasive pour les seigneurs de guerre et de protéger les populations civiles, la Monuc est « congolisée ». Malgré un budget annuel de fonctionnement de 1,2 milliard de dollars, plus de 17 000 hommes et des contingents dotés d'un équipement et un entraînement pourtant bien supérieurs aux milices d'enfants soldats, la Monuc donne l'impression d'un grand corps sans muscle, incapable et (ou) rétive à appliquer son mandat, laissant les civils être tués sans réagir autrement que par des communiqués de presse. Plus gravement, sa réputation a été ternie par plusieurs scandales sexuels et des affaires de corruption – jamais sanctionnées – impliquant les contingents indiens et pakistanais dans la contrebande d'or à l'est du pays. La Monuc est, du coup, un objet constant de moqueries mais aussi de colère pour les populations congo-

laises, qui n'ont pas hésité à manifester leur mécontentement par la violence en 2004 et en 2008.

Loin d'aboutir à des accords de paix durables, les nombreux parrains du processus de paix et la multiplication des forums de dialogue ont fini par former un véritable labyrinthe international où diplomatie officielle et diplomatie officieuse s'entrecroisent, où la rivalité entre les institutions, les Etats et les egos diplomatiques est de règle et où le système décisionnel international devient opaque. Pas moins de trois médiateurs (un pour l'ONU, un pour l'UA et un pour la Communauté de développement d'Afrique australe) sont mandatés pour résoudre la crise du Nord-Kivu, sans compter les émissaires secrets et les envoyés spéciaux déjà désignés.

Confrontée à d'importants problèmes de cohérence interne dans la gestion de ce processus de paix, la communauté internationale qui parraine les négociations en cours doit urgemment faire un travail d'autocritique pour réviser une méthode inefficace et réhabiliter la contrainte militaire, imposer une division du travail claire et effective au sein des négociateurs et des donateurs et essayer d'apporter des solutions aux problèmes particuliers d'une région qui combine hyperpauvreté, mauvaise gouvernance, luttes foncières et exploitation illégale des ressources naturelles. Paradoxalement, l'échec du processus de paix congolais, qui s'est traduit par 300 000 déplacés et un nombre encore indéterminé de morts au Nord-Kivu à la fin 2008, s'explique tout autant par le comportement des faiseurs de guerre que celui des faiseurs de paix qui doivent maintenant prendre des décisions courageuses s'ils veulent tenter de régler ce conflit au lieu de le geler – comme d'habitude.

© *Copyright Libération*

Ne pas s'enfermer dans des champs d'action....

Une autre perception commune est que le SCP est réduit à des champs d'action précis et restreints : entre autres la médiation, la gestion des conflits, la détraumatisation.

Or il y a de multiples façons de contribuer à la paix et il serait erroné de réduire le Service Civil pour la Paix et ses partenaires à ces champs restreints. Pour ne donner qu'un exemple : si dans un contexte de conflit ou de prévention de crise un professionnel vient renforcer une organisation de la société civile reconnue et influente dans son travail de communication, il contribue à la paix...

En RDC le réseautage et les échanges entre organisations travaillant dans différentes régions de cet énorme pays déchiré sont un pas important contre les préjugés, la haine et les conflits.

Le défi est plutôt de développer ensemble une vision de paix commune, d'analyser régulièrement les évolutions du contexte sans s'enfermer dans des rumeurs et de mettre en place un système de suivi des effets et impacts relatifs à la construction de la paix.



5. Le Service Civil pour la Paix : des efforts multiples et divers pour un même objectif

Le renforcement des organisations locales se base sur la réalisation d'un travail de paix suivant cinq dimensions clé : **Psychologique, Intellectuelle, Culturelle, Economique et Politique**.

Sur le plan **Psychologique**, les populations en zones de crise et de guerre sont traumatisées et touchées au plus profond de leur être. Les activités des partenaires de SCP/EED renforcent chez ces populations locales l'estime de soi, le courage, la volonté de se prendre en charge et de vouloir changer les choses. Ils arrivent ainsi à faire naître l'espoir auprès des personnes traumatisées et augmentent leur engagement pour la recherche de la paix. En soulageant les souffrances, en apportant des soins de santé appropriés, les activités humanitaires intégrées dans le développement de la communauté et dans les cultures locales sont les meilleurs soutiens psychologiques pour des populations en détresse.

Sur le plan **Intellectuel**, les promoteurs de violence n'hésitent pas à user de la manipulation et de la délation, utilisant ainsi les populations pour leurs desseins de destruction et de promotion de la violence. Pour réduire l'ampleur et les dégâts de la manipulation et diminuer les rumeurs qui tuent, les partenaires SCP/EED travaillent pour accroître la capacité d'analyse des populations, renforcer leurs connaissances, faciliter l'émergence de l'esprit critique, créer des espaces de réflexion et d'analyse du contexte.

Sur le plan **Culturel**, les contextes de violence sont caractérisés par la déstructuration des communautés et le développement de replis identitaires et d'individualismes propres à renforcer la fragmentation de la société, situation favorable à l'escalade de la brutalité et de la dévalorisation de la vie humaine. Les partenaires SCP/EED œuvrent pour plus de respect et de solidarité entre les personnes et les communautés partageant le même espace vital, développent des instruments et espaces de communication entre les acteurs en conflit, apportent des informations

vérifiables, inventent des mécanismes de création et de partage d'une vision commune. Ils travaillent aussi au dépassement de certaines traditions favorables à la violence domestique et encouragent la conception de nouvelles valeurs culturelles et spirituelles qui sont promotrices de paix sociale et d'engagement pour une transformation sociale.

La guerre et les conflits aigus détruisent les mécanismes de production de richesse et placent les populations dans une situation de dépendance. Dans le domaine **Economique**, les partenaires SCP/EED renforcent les moyens de production par l'accès au micro-crédit, l'appui en intrants, en matériels et la promotion des petites exploitations agricoles et économiques.

Sur le plan **Politique**, les zones déstabilisées sont en proie à des politiciens irresponsables et avides de pouvoir qui usent et abusent de leur position pour perpétrer la violence et les souffrances à des fins personnelles. Les partenaires SCP/EED développent des activités de plaidoyer, de lobbying, de négociation et permettent l'émergence d'instances de gouvernance locale légitimes en s'appuyant sur les ressources locales. Ils œuvrent pour le développement de contre-pouvoirs constructifs.

Ces dimensions se croisent et s'entrelacent. Le principe est que dans ce cadre chaque organisation partenaire progresse dans ses propres domaines d'excellence et que les professionnels d'appui viennent la renforcer dans ce travail. Le travail de recherche/action est un élément essentiel de nos approches.

Les différents réseaux de partenaires SCP servent à créer des liens et des renforcements mutuels entre ces différentes parties de l'échiquier. Nous voulons donc vous donner ici quelques exemples du travail divers et multiple des partenaires du SCP. Ces exemples sont loin de couvrir toute l'étendue des interventions de chaque partenaire. Ils ne donnent qu'un petit aperçu de la grande mosaïque.

A. HEAL Africa au Nord Kivu et au Maniema apporte des appuis multiformes qui permettent aux femmes de retrouver la santé, une paix intérieure après des traumatismes de la culture de violence et ensuite de se réinsérer dans leurs communautés et dans la vie active. Kerstin Hamme a travaillé de février 2007 à juillet 2008 comme professionnelle d'appui en détraumatisation à HEAL Africa. Une partie de son travail sera désormais fait par les collègues CCEF formées à cet effet. Depuis octobre 2008 Desirée Zwanck appuie HEAL Africa dans la recherche et la capitalisation.

Le chemin des femmes avec HEAL Africa... avancer sans laisser les hommes derrière

Le programme « Guéris mon Peuple Maniema » (GMPPM) de HEAL Africa a commandité une étude pour analyser sur le terrain, les impacts du microcrédit sur le renforcement de la position des femmes. Le rapport de l'étude (voir aussi www.peaceworkafrica.org pour les versions anglaise et française du texte) montre que les efforts pour rendre les femmes plus fortes dans un environnement de conflit devraient se concentrer sur trois points centraux : thérapie physique et psychologique, soutien économique et dialogue avec les hommes au sein des communautés. ***Il montre la nécessité d'orienter les activités visant à construire la paix vers les réalités du quotidien des gens vivant en milieu rural qui se battent pour survivre.***

Depuis 1993, la guerre et les conflits armés ravagent la République Démocratique du Congo, conduisant à un effondrement économique et social. Dans la province isolée du Maniema dans l'est du Congo, malgré une période de relative stabilité de 2004 jusqu'à nos jours, les conséquences du conflit stigmatisent toujours la région. Les communautés souffrent d'une profonde pauvreté et d'inégalités économiques, qui sont encore amplifiées par l'absence d'infrastructures fonctionnelles permettant d'avoir des services sociaux adaptés et sûrs.

En plus de l'adversité vécue par la plus grande partie de la population du Maniema, les femmes sont aussi victimes des désavantages liés à leur

sexe : leurs droits inégaux et leurs obligations au sein du foyer, leur rôle de reproductrice, leur contrôle limité sur les ressources et sur l'information, leur extrême vulnérabilité face à l'exploitation sexuelle et économique et l'impact des modèles basés sur les différences homme/femme dans la construction de l'identité, les perspectives d'avenir et les attentes.

Encourager le renforcement des femmes par la valorisation de leur potentiel inné afin de favoriser de façon durable leur évolution, leur action et leur autonomie, est l'objectif à atteindre. En reconnaissant cette priorité en ce qui concerne le rôle central des femmes en tant que piliers sociaux et économiques des familles et têtes de ponts des communautés, le renforcement des femmes peut ensuite aider à soulager les communautés dans leur ensemble. De ce fait, dans un environnement comme celui du Maniema, il est crucial que les efforts de reconstruction dans les communautés rurales abordent le problème relatif au genre décrit plus haut et choisissent de renforcer la position des femmes au sein de et avec leurs communautés dans le processus.

Pour répondre à ce besoin, GMPM a été créé en 2005, dans le cadre de l'effort d'aide d'urgence pour la réhabilitation médicale et psychosociale des femmes et des filles qui ont été violées pendant ou après la guerre. Il fait partie du Programme de Réintégration des Anciens Combattants et des Réfugiés, financé par la République Fédérale d'Allemagne à travers la Banque Allemande pour le Développement (KfW) et placé dans le contexte de la coopération en cours entre les gouvernements congolais et allemands afin d'établir une paix durable dans la région des Grands Lacs. Il consiste en un traitement chirurgical et des conseils psychologiques pour les femmes qui ont survécu au viol, de même que des efforts pour les réintégrer dans leurs familles et leurs communautés par la médiation et des stratégies de sensibilisation. La formation de conseillères locales et une étroite coopération avec les leaders des communautés religieuses et autres sont des éléments vitaux de GMPM.

HEAL Africa a rapidement établi son programme d'aide sur des communautés locales, se posant, de ce fait, comme partenaire viable pour la troisième composante du Programme : la reprise des économies locales.

Par conséquent, en 2006 a été ajouté à GMPM un autre volet : une approche au niveau micro économique, afin d'offrir aux femmes qui avaient survécu au viol et aux autres femmes marginalisées, un micro crédit et une formation pour lancer des activités génératrices de revenus (AGR). Les femmes participant à ce programme rejoignent des groupes de solidarité de six membres ; chacun des groupes élit un président, un vice président et un trésorier. Elles reçoivent ensuite un micro-prêt sous forme de bétail et d'animaux de basse-cour. Une partie de l'apport initial est remboursée dans le programme, et est à son tour utilisée pour initier de nouveaux groupes avec d'autres membres de la communauté dans le besoin. Le programme de microcrédit est accompagné de la médiation d'époux et d'épouses, d'une formation supplémentaire du AGR, de même que de cours d'alphabétisation.

Extrait de l'étude menée par Desirée Zwanck,
professionnelle SCP DRC auprès de HEAL Africa

Expériences des femmes et des hommes liées aux conséquences de la guerre.

Alors qu'à la fois les hommes et les femmes ont été traumatisés par les guerres et les guerres civiles qui ont eu lieu dans la province de Maniema, leurs expériences sont très différentes. La différence la plus importante est que les femmes et les filles ont été moins engagées dans les actions militaires mais ont été davantage touchées par les attaques sur la population civile. Toutes les factions armées ont utilisé le viol et d'autres formes d'abus sexuels comme stratégie systématique qui a directement affecté les femmes, bien que des hommes aient aussi subi des violences sexuelles. Dans les conséquences de la guerre, les femmes qui ont survécu au viol ont souvent été rejetées par leur mari et leur famille du fait du stigmatisation culturelle que subit la victime du viol.

D'autres femmes sont restées au foyer mais sont veuves ou encore, leur mari reste absent, traumatisé et démoralisé. Nombreuses de ces femmes sont maintenant de facto les chefs de familles et leur seul soutien. Les res-

sources économiques, les moyens de transport et l'infrastructure des services sociaux ont été détruits. Jusqu'à aujourd'hui les éléments de base des ménages comme les vêtements, les ustensiles de cuisine, de même que les produits de première nécessité comme le sel et l'huile, doivent tous être amenés par avion, leur coût étant de ce fait particulièrement élevé. Pour les femmes, ces facteurs ont rendu beaucoup plus difficile à remplir leur rôle traditionnel de pourvoyeur des besoins de base pour leurs familles.

Les problèmes cités ci-dessus sont amplifiés par le manque d'éducation et d'accès à la vie « publique », ce qui les laisse moins informées sur leurs droits en tant qu'être humain et citoyennes de l'état congolais. La récente étude CAP (connaissances, attitudes et pratiques) menée par HEAL Africa a montré que la guerre a créé une culture dans laquelle l'exploitation sexuelle, le viol et les abus sur les femmes et les filles est devenu la norme sociale. Les femmes de Maniema ne sont pas encore outillées pour rejeter les coutumes discriminatoires ni pour dénoncer les actes de violence qu'on leur inflige.

Des ex-combattants (qui sont pour la plupart des hommes) ont souvent des difficultés à se réintégrer dans leurs communautés. La guerre a plongé ces hommes dans un état de déchirement qui représente leur propre crise de masculinité. L'expérience de la guerre et la pauvreté économique qui en résulte a sévèrement mis à mal les images masculines de « protecteur », « constructeur » et « maître du foyer », et conditionné l'acceptation des violences sexuelles en tant que coutume culturelle. Le canevas social postérieur à la guerre des communautés rurales congolaises a laissé de nombreux hommes démoralisés et incapables de retourner à un mode de vie intégré et productif.

Les bénéficiaires du travail de HEAL Africa s'expriment

Témoignage d'une responsable de groupe de la zone de santé de LUBUTU au Nord Kivu ayant bénéficié d'un appui économique

Je m'appelle Fatuma Swedi, je suis la présidente du groupe N0 4, dans la Zone de santé de Lubutu. Nous sommes six mamans et 4 femmes ont bénéficié de soins de santé gratuits notamment d'opérations très coû-

teuses pour la réparation de leurs fistules. Avec les événements malheureux que nous avons connus : viol, rejet par la communauté et la famille, stigmatisation, nous étions traumatisées fortement et il était impossible pour nous de travailler quoi que ce soit.

Grâce à l'accompagnement psychologique reçu par les conseillères de HEAL Africa, nous nous sommes remises et aujourd'hui nous faisons de l'exploit à travers l'appui économique que nous avons reçu gratuitement au sein de HEAL Africa. En bref, nous avons reçu 3 porcs (truies) et 1 mouton comme appui économique, après 6 mois une de nos truies a mis bas 5 porcelets, comme prévu dans le programme qu'à chaque bête reçue nous devons restituer 1 porcelet et voilà avec les 5 porcelets nous avons jugé utile de restituer les 3 porcelets sur les 3 porcs reçus et nous sommes restées avec 2 porcelets.

La première truie était devenue rebelle, et pour éviter le problème avec l'entourage, nous l'avons abattue et vendu la chair au marché de Lubutu, nous avons réalisé 50 \$ ce qui nous a permis d'acheter une autre truie plus jeune et chaque membre du groupe a en plus reçu 2kg de la viande et a pu ainsi manger de la viande, chose rare pendant et après la guerre. Trois mois après, les deux autres truies ont mis bas l'une 3 porcelets et l'autre 7 porcelets donc au total nous avons eu 10 porcelets nouveaux, plus les 2 autres qui étaient restés de ceux qui étaient restitués nous avons en tout 12 porcelets, et le mouton a mis bas un agneau, ce qui nous donne 15 porcs et 2 moutons.

Nous nous sommes réunies et nous avons conclu ce qui suit :

- a. Que chaque membre du groupe récupère 1 porcelet pour son élevage familial.
- b. Parmi les 11 porcs qui restent, nous allons vendre 7 pour acheter le nécessaire pour fabriquer le savon de ménage, car c'est un besoin réel dans notre communauté.
- c. Les 4 autres qui restent vont nous servir de capital d'ensemble pour continuer l'élevage et multiplier les activités.

NB : Notre joie est immense car nous sommes en mesure de scolariser nos enfants et manger la viande pour avoir la protéine animale, chose qui nous a manqué depuis les événements de la guerre.

B. Le CCEF (Centre Congolais de l'Enfant et de la Famille) à Kinshasa travaille à la détraumatisation des jeunes et des adultes.

Le Centre a acquis à travers la RDC une très bonne réputation dans la formation de formateurs et d'intervenants en psychothérapie.

Petra Meyer a lancé et consolidé cette formation de septembre 2004 à septembre 2007. Désormais elle vient en appui de façon ponctuelle.

Les impressions et les effets de la formation en psychothérapie

Le CCEF (Centre Congolais de l'Enfant et de la Famille) a mis en place un programme de réhabilitation mentale et de remise à niveau de toute personne enfant, jeune, adulte et vieux, femme et homme qui vit sous le poids de la souffrance psychique du traumatisme et de toute situation difficile, voire insurmontable sans le secours d'une tierce personne.

Le programme du CCEF a été élargi à la formation de formateurs et d'intervenants en psychothérapie. Pour cela dans le cadre du SCP, une spécialiste en psychothérapie a été mise à notre disposition par EED pour former et préparer sa relève après son contrat de trois ans.

Notamment deux personnes du centre, Madame Lukombo Mundeke Emilie et Madame Kankolongo Bibiche constituaient à trois avec la spécialiste l'équipe. La spécialiste allemande Mme Petra Meyer a complété son contrat et est rentrée en Allemagne. Elle continue ponctuellement de venir en appui du CCEF.

Formées et toujours en supervision, Emilie et Bibiche s'acquittent parfaitement bien de leurs nouvelles charges de former, superviser et intervenir chaque fois que besoin. Les deux dames font la fierté du CCEF dans cette activité de psychothérapie. Notre propre perception et les échos qui nous parviennent donnent beaucoup de raison de croire en l'implantation de cette activité à Kinshasa, la capitale et dans les provinces de la RD Congo.

Voici ci-dessous les réactions de deux bénéficiaires de cette formation en psychothérapie.

Le propos de Bibiche, Secrétaire Générale de YWCA, formatrice et intervenante en psychothérapie

En tant que participante à la 1^{ère} session de formation, je peux dire que cette formation a été instructive, intéressante et pratique pour moi. Cela parce que :

- les méthodes utilisées étaient adaptées pour mon niveau de compréhension même pour les nouvelles notions ou les plus complexes ;
- l'atmosphère et l'ambiance du groupe ont fait de cette formation un cadre non seulement d'apprentissage mais aussi de détente (une ressource) ;
- la méthode participative et les travaux en petit groupe ont fait des autres participants non seulement des collègues mais aussi des « amis » bienveillants sur qui compter ;
- les supervisions et séances psychothérapeutique individuelles et en groupe m'ont beaucoup appris et aidé pour le travail ;
- les sujets exploités étaient à la hauteur de ma curiosité et de mes besoins d'intervenante et de formatrice.

En ce qui concerne l'apprentissage de formatrice de la deuxième promotion, j'ai l'impression d'avoir acquis une bonne expérience, d'avoir amélioré mes compétences et mon estime de soi en tant que formatrice. J'ai acquis une expérience de communication avec autrui, d'ouverture d'esprit et de cœur dans le souci d'aider le groupe à atteindre un certain niveau en tant qu'intervenant en psychothérapie et formateur des formateurs.

Les effets de cette formation

Cette formation m'a permis de mieux me connaître (mes points forts et mes points de vulnérabilité) et d'augmenter ma capacité de gérer mes problèmes et à aider les autres. J'ai appris des techniques pour accompagner les personnes en détresse. Ceci a changé ma vision de la détresse

et des êtres humains ainsi que celle du monde. Je suis devenue plus réaliste, pragmatique mais aussi plus sensible et tolérante.

Travailler seules, c'est-à-dire Emilie et moi sans Petra, pour la troisième session est une expérience de co-animation que j'apprécie beaucoup parce qu'elle me semble plus enrichissante encore car je sais que nous sommes à deux avec le même souci et le même objectif. Au moment des doutes et des difficultés, chercher les solutions ensemble. Je suis contente parce que malgré tout le message semble être passé.

Lorsque je jette le regard en arrière, je me rends compte que beaucoup de choses ont changé et ma famille et mes amis le remarquent aussi.

Directrice Administrative, Formatrice et intervenant chargée de l'unité de psychothérapie au CCEF

Chimiste de formation et initiée au travail social, la formation en psychothérapie a été une opportunité pour moi afin de mieux aider les personnes en situation de détresse.

Cette formation était pratique, adaptée, instructive et intéressante suite à l'atmosphère et l'ambiance créées en groupe qui nous ont détendu, rapproché, ouvert aux autres et favorisé un bon climat d'apprentissage ; aux méthodes utilisées qui ont permis la compréhension et l'assimilation des matières exploitées voire même les plus difficiles et complexes ; et aux supervisions individuelles et en groupe qui nous ont facilité de se dégager soi-même et de surmonter nos difficultés dans l'accompagnement de nos clients.

Il m'est plus facile de parler des effets de cette formation par rapport à moi-même, mon environnement et mon travail. Ainsi, cette formation a été pour moi un apprentissage pour renforcer mes capacités et mes compétences dans l'accompagnement de personnes en détresse et pour former les formateurs et intervenants en psychothérapie et surtout une thérapie à mes problèmes.

Pour le premier volet, comme intervenante et formatrice, j'ai été outillée sur l'écoute, la connaissance et la compréhension des clients

pour mieux les aider à surmonter leur détresse et j'ai acquis une bonne expérience dans l'animation de formation à courte et à longue durée. Ceux ci m'ont permis d'améliorer non seulement mes compétences mais aussi mon travail en augmentant mon estime de soi, ma confiance en moi-même et à autrui, en développant l'empathie, la sensibilité, la tolérance envers l'autre, l'esprit d'ouverture et de collaboration.

Elle m'a donné la facilité de faire la sensibilisation de la population à la télévision et à la radio sur la psychothérapie, le traumatisme et certains troubles du comportement, par les conférences sur les souffrances psychiques et par la publication d'un article dans notre magazine *Enfant & Société* qui a suscité la curiosité et l'intérêt de certaines personnes à nous contacter et à nous consulter.

L'animation de la 2^{ème} session de formation sous supervision de notre formatrice, avec tant d'appréciations, d'encouragement et d'amour dans la formulation des observations pour notre amélioration, nous a rassuré et affermi dans l'expérience de la co-animation de la 3^{ème} session seules Bibiche et moi. Bien que cet exercice nous demande beaucoup, se documenter, échanger, discuter et partager, à deux, il est enrichissant, moins stressant, on sent la complémentarité et la complicité, le soutien de l'autre qui apaise, rassure et ranime.

Les rapports en supervision individuelle de certains participants, contents d'arriver à surmonter certains de leurs problèmes, d'aider une personne en détresse nous rassure et encourage de continuer cette activité.

Concernant le second volet, cette formation thérapeutique m'a permis de mieux me connaître, découvrir mes ressources et mes points de vulnérabilité, améliorer ma communication avec mon prochain, modifier ma vision sur la nature humaine et le monde.

Le travail avec mes différentes peurs (phobies) m'a permis d'arriver à les surmonter ainsi que certains de mes problèmes psychiques et de revoir ma façon de penser (restructuration cognitive). Il en résulte l'augmentation de mon estime et de ma capacité à gérer mes problèmes, l'indulgence envers moi-même et les autres, la joie de me libérer et d'arri-

ver à gérer mes émotions surtout en public. **Le partage de cette expérience dans notre réseau SCP/RDC a amené les autres partenaires du réseau à solliciter notre expertise pour le renforcement des capacités et la supervision de leurs encadreurs et intervenants pour l'amélioration de leur travail de prise en charge psychosociale des personnes en détresse.**

Ceci nous encourage et nous pousse, vu le besoin, à multiplier le noyau des intervenants en psychothérapie et à implanter les cabinets de psychothérapie.

C. Le CRAFOD (Centre Régional d'Appui et de Formation pour le Développement) au Bas Congo crée des opportunités de communication entre les populations et les décideurs suivant une approche de gouvernance participative.

Marianne Hövermann a travaillé comme professionnelle d'appui à CRAFOD de mai 2005 à décembre 2008. Elle a notamment introduit l'approche genre à tous les niveaux.

Implantation de Noyaux d'Actions pour la Participation Populaire (NAPO) dans deux Communes de la ville de Matadi au Bas-Congo.

Après les élections législatives et présidentielles, le pouvoir central a annoncé la mise en route de la démocratie participative en République Démocratique du Congo. A la veille des élections locales, une analyse diagnostique a montré des insuffisances et des inquiétudes notamment :

- De la peur de la population du contexte sociopolitique post-électoral ;
- De l'impuissance de la population face aux politiques et aux programmes de développement national ;
- De l'inexistence de dialogue entre dirigeants et dirigés ;
- De l'absence d'une interface (cadre) de concertations entre dirigeants et dirigés ;
- Du manque de suivi et de contrôle de la gestion de la chose publique par la population ;

- De l'absence des mécanismes de participation populaire à la gestion de la chose publique ;

Face à ce tableau sombre, le CRAFOD a mis sur pied depuis le mois de septembre 2008 des activités d'accompagnement de la population de la ville de Matadi dans la participation citoyenne en période post-électorale, précisément dans les communes de M'vuzi et de Nzanza, avec l'appui financier de l'Ambassade du Canada dans le cadre de son projet d'Appui à la Participation Citoyenne (PAPC). Les activités menées dans le cadre de cet accompagnement sont les suivantes :

1) L'Identification et la sensibilisation des leaders sociaux communautaires.

Trente leaders sociaux, membres de groupements de base, d'associations de production des biens et des services, groupements sportifs, clubs de jeunes et mutuelles ainsi que des leaders d'opinion dont 15 par commune ont été identifiés et sensibilisés à la participation citoyenne.

2) La Formation des Formateurs sur la Participation Citoyenne.

Cette session était animée par un consultant formateur au PAPAC et comprenait 6 modules :

1. Les droits et devoirs des citoyens :
2. Participation citoyenne et gouvernance locale
3. Genre et gouvernance locale ;
4. Organisation et animation du NAPO ;
5. Techniques d'organisation et d'animation de la TEP :
6. Plaidoyer et lobbying

3) L'Implantation des Noyaux d'Action pour la Participation Populaire (NAPO).

Sept NAPO ont été constitués pour animer les 11 quartiers de ces deux communes. Chaque NAPO comprend 15 membres. Les NAPO ont la charge d'animer et de mobiliser la population à participer aux actions de développement et/ou revendiquer leurs droits sur les questions touchant la vie de la communauté.

4) Organisation des ateliers d'analyse du contexte à travers 11 quartiers des communes de NZANZA et MVUZI.

7 ateliers d'analyse du contexte en faveur des membres de 7 NAPO fonctionnant dans les communes de NZANZA et MVUZI dans la ville de Matadi. A l'issue de ces analyses, les membres des NAPO ont élaboré des plans d'action de renforcement sur la participation citoyenne pour chaque quartier.

L'approche du CRAFTOD a permis aux NAPO de comprendre l'importance d'une gouvernance locale qui fonctionne. Les NAPO ont décidé d'organiser des tribunes d'expression populaire (TEP) où ils comptent inviter les dirigeants des services publics et paraétatiques.

D. Le RIO (Réseau d'Innovation Organisationnelle) au Sud-Kivu facilite entre autre la prise en compte de l'éducation à la paix dans les écoles. Il développe des approches, des curricula et organise des sessions de formations spécifiques pour les partenaires du monde éducatif. Jessie Bohr travaille depuis mai 2007 comme professionnelle d'appui à RIO. Elle s'occupe de l'éducation à la paix et du réseautage.

Intégration de l'éducation à la paix dans les écoles

Le Réseau d'Innovation Organisationnelle accompagne plusieurs associations du monde éducatif, des ONG et des confessions religieuses dans le domaine de l'éducation à la paix. L'expérience déjà accumulée est actuellement orientée vers les écoles, les questionnaires d'écoles, les enseignants, les élèves, les étudiants.

Les provinces du Nord Kivu et du Sud-Kivu ont été le théâtre de violences extrêmes. Dans le milieu scolaire, comme partout ailleurs, des illustrations sont nombreuses. Les résultats d'une étude sur le fonctionnement des comités des parents et des conseils de gestion des écoles au Kivu ont révélé la nécessité de l'intégration de l'éducation à la paix dans le système d'enseignement à la fois comme discipline et comme matière à insérer dans les autres disciplines dans le programme d'animation et dans le programme para-scolaire. L'enseignant formé sera le point focal

pour la formation de ses collègues et de ses élèves et, par conséquent, l'élément central pour toute la société. L'élève conquis à la cause de la paix sera un vecteur sur lequel peut se construire la paix de façon durable, un pilier pour atteindre facilement toutes les couches de la population.

Au fait, nous avons remarqué que les conflits sont présents dans les milieux scolaires à tous les niveaux entre les différents acteurs et que ces conflits ont leurs origines soit à l'école ou en dehors de l'école. Les conflits qui règnent dans les pays des grands lacs africains n'épargnent pas le milieu scolaire. Cela est attribué à l'insuffisance de socialisation à la culture de la paix. En milieu scolaire, plusieurs cas de violences ont été enregistrés (bagarres, injures, paroles grossières, menaces, cruauté, vandalisme, barricade, séquestration des autorités, marche de colère, viol...) avec tout le temps des risques d'escalation due au contexte de haine.

Le programme de RIO permet de doter les enseignants d'un bagage pour devenir artisans de paix, pour maîtriser les conflits, pour développer des mécanismes non violents, pour aider les élèves et les autres membres de la communauté scolaire et la communauté en dehors de l'école à les développer et utiliser des outils de paix.

E. Le CEFORMAD (Centre de Formation en Management et Développement Organisationnel) facilite dans la Commune de Kisenso à Kinshasa la mise en place d'instruments de gouvernance qui impliquent les jeunes défavorisés et permettent une appropriation des actions de développement menées dans la Commune. Marie José Mavinga est la directrice du CEFORMAD et fait partie du noyau d'accompagnement et de coordination du SCP en RD Congo.

Organisation de la vie sociale et collective dans une commune en intégrant les jeunes et les décideurs

Dans la Commune de Kisenso à Kinshasa en RD Congo le CEFORMAD est sollicité pour proposer et mettre en œuvre une méthode qui permette une participation de toutes les forces vives de la commune sans oublier les administratifs et autres policiers pour un développement auto promu.

Dans la suite, quelques éléments pour illustrer notre contribution à la paix, car tout ce travail nous a permis de constater que les jeunes par exemple sont entrés dans le processus et ont lutté contre le banditisme, le vol de câbles, les érosions. Sinon combien de personnes seraient attaquées par des délinquants ? Combien de maisons seraient emportées par les érosions ? Et cela troublerait à coup sûr la paix sociale (individuelle et collective)...

Quelques faits observés	Anecdotes/témoignages	Différents changements observés
Organisation de la population devant le vol des câbles électriques	Snel : société nationale d'électricité autrement débaptisée par la population en « <i>société nationale ennemie de la lumière</i> ».	Patrouilles mixtes entre jeunes et policiers dans des quartiers à problèmes. Organisation des patrouilles par les jeunes supervisés par les chefs des quartiers. Arrêts des malfrats et cessation de vols, éclairage dans les points concernés.
Participation du commandant de police aux réunions avec tous les délégués de la population	Le commandant explique les conditions de travail : effectifs de nuit insignifiants, réserves de munitions insignifiantes, couverture de la zone insuffisantes... Demande expresse de la population à travers la grande assemblée du CCL (Comité Consultatif Local) de la Commune. Au ministre de l'intérieur en vue d'ajouter les effectifs de policiers de garde et les équiper, ajuster le solde des policiers	Décision du ministère d'ouvrir d'autres postes de police en vue d'une couverture plus grande de la zone. Collaboration plus évidente avec la population pour traquer les "gangs, les voleurs et autres hors la loi. Relations de confiance et de respect mutuel améliorées; policiers – agents de sécurité – population. ►

Quelques faits observés	Anecdotes/témoignages	Différents changements observés
Participation des jeunes « <i>délinquants</i> » aux réunions d'animation organisées par Ceformad dans leurs quartiers	Nous les avons invités tels qu'ils étaient avec leurs tenues, chevelures, etc...	Ils ont été acceptés par toute l'assemblée (constituée entre autres des adultes) et ont contribué par leurs idées aux discussions.
A propos de paiement des taxes par la population,	Un président de CCL exprime clairement devant le bourgmestre/maire, chefs des quartiers et délégué du gouverneur l'importance pour la population de payer les taxes à la seule condition que cela serve à régler les questions d'intérêt communal.	Nomenclature des taxes publiée La population vient s'informer à la commune Des services tels que Etat civil devenu opérationnel pour enregistrement des naissances, décès, mariage, etc...
Mesures de lutte antiérosive	Chacun doit protéger sa parcelle donc sa maison ; tous les occupants sont tenus à cela ;	A chaque pluie tous les habitants du quartier veillent à canaliser les eaux. Dans chaque parcelle un puit pour amortir le courant d'eau, cela est entretenu et vérifié par le CCL et tous les voisins

Il sied de noter que tout le long du processus accompagné à Kisenso et jusqu'à ce jour d'ailleurs, la population a prouvé une certaine maturité dans l'organisation de la vie sociale et collective, dans les relations avec les gouvernants, dans la mise en place des initiatives communautaires, etc... bref une tendance claire à une véritable auto prise en charge. Et Kisenso est devenu une référence à travers la ville-province mais aussi à travers le pays dans son expérience.

F. Le SADRI (Service d'Appui Régional au Développement Intégré) forme et organise le travail des « Faiseurs de paix » pour la cohabitation pacifique des communautés déchirées par des conflits divers au Katanga. Le SADRI a fait une demande pour un professionnel d'appui.

1. Réconciliation entre les communautés Katangaise et Kasaienne dans la ville de Likasi

Vers les années 1992 et 1993, la Province du Katanga a connu des troubles ethniques dits « conflits Katangais-Kasaiens » qui ont causé beaucoup de dégâts. Les leaders politiques Katangais avaient incité les populations originaires du Katanga à renvoyer tous les Kasaiens dans leurs provinces d'origine, à savoir le Kasai Oriental et le Kasai Occidental.

Deux phrases célèbres en swahili rappellent cette période de triste mémoire : « *Kubapakala mafuta pa tumbo, kubatelemushe pa djandja bende kwabo* », ce qui veut dire enduire d'huile les ventres des Kasaiens pour les faire glisser sur les rails afin qu'ils rentrent chez eux et « *Baweke mipeto kuma nyumba yabo bende nayo kwabo* », c'est-à-dire que les Kasaiens mettent des roues à leurs maisons et qu'ils partent avec chez eux.

La terreur engendrée par ces troubles avait obligé tous les Kasaiens qui vivaient dans les milieux ruraux que les Katangais appelaient alors « la cuisine » à se masser dans les villes, appelées alors « le salon ».

A Likasi, l'une des trois principales villes de la Province du Katanga située à 120 Km de Lubumbashi, les Kasaiens étaient entassés, à environ onze mille personnes, dans l'enceinte du Complexe scolaire de l'Athénée de Likasi et à la gare de la Société Nationale de Chemins de Fer Congolais (SNCC). Dans ces conditions difficiles, plusieurs personnes surtout les enfants sont mortes suite soit aux épidémies, soit aux affrontements.

La communauté kasaienne avait installé un marché dans la zone qu'elle habitait, le « marché marlinza ». Au fil du temps ce marché a remarquablement prospéré par rapport à celui des Katangais.

En 2001, le SADRI a organisé un séminaire de formation sur la résolution pacifique des conflits, à Likasi. 20 personnes issues de ces deux

communautés ont pris part audit séminaire. Après le séminaire, forts des connaissances acquises, les 20 participants ont créé l'Association de faiseurs de Paix (AFP).

A l'avènement d'une nouvelle autorité urbaine, en la personne de l'Honorable Petwe Kapande, cette dernière souhaitera voir les deux marchés fusionnés car, pour lui la ville ne pouvait nullement être bénite si elle gardait les séquelles des conflits.

C'est ainsi que l'Association des Faiseurs de Paix (AFP) s'est impliquée à aider les acteurs en conflit à se réconcilier. A l'issue d'un processus de médiation conduit par l'AFP, les deux communautés se sont mises d'accord sur les résolutions suivantes :

1. Les Katangais acceptent de recevoir les Kasaiens dans le marché central, autrefois appelé « Marché de Kikula »
2. Les Katangais acceptent de restituer les biens immeubles (maisons) et terre arable (champ) qu'ils avaient arrachés lors du déplacement des Kasaiens de la « cuisine » au « salon »
3. Les Kasaiens acceptent de rejoindre le marché central dans le respect des règles de jeu, du respect de l'autre.
4. Les Kasaiens concèdent de vendre à toute personne au même prix sans mot de passe pour reconnaître les leurs.
5. L'autorité urbaine concède de donner les étalages gratuitement sans les vendre comme instruit au départ.

Aussitôt prises, ces résolutions ont été mises en pratiques. L'autorité qui avait prévu dissoudre le marché autrefois kasaien, « le marché marlinza », dans un délai d'un mois, a vu les deux marchés fusionnés dans trois jours et cela à la satisfaction de tous. En effet, au bout de trois jours seulement, le « marché marlinza » a été dissout. Tous les vendeurs kasaiens ont rejoint le marché central. Le marché ainsi réunifié a été débaptisé « Marché Amani » ou « Marché de la paix ». Jusqu'aujourd'hui toutes les communautés y opèrent harmonieusement. En outre, depuis lors, les membres de la communauté kasaienne autrefois chassés des milieux ruraux, y sont retournés, y travaillent les champs sans problème et certains d'entre eux font partie des animateurs de la paix.

2. Réconciliation entre des populations civiles et des ex-combattants Maï-maï dans le Territoire de Mitwaba

Le Territoire de Mitwaba fait partie des zones de la Province du Katanga qui ont été touchées par la guerre dite « d'agression » qu'a connue la République Démocratique du Congo (RDC) à partir de l'année 1998. Au cours de cette guerre, face aux exactions et à l'inefficacité des Forces Armées de la RDC (FARDC) et alliées ainsi qu'à l'avancée inquiétante des forces rebelles, plusieurs groupes de résistance et d'auto-défense populaires, appelés « Maï-maï », ont vu le jour.

À son début, le mouvement « Maï-maï » s'était révélé être et avait été accueilli par la population comme un mouvement salvateur. Malheureusement, au fil du temps, les « Maï-maï » ont fini par semer terreur et désolation dans les zones qu'ils occupaient s'illustrant par les exactions desquelles ils étaient sensés protéger la population : pillages, viols, tueries, anthropophagie ...

Avec la fin de la guerre, un processus de démobilisation et de réinsertion des Maï-maï a commencé. Ces derniers rentrent dans leurs milieux d'origine où ils rencontrent la méfiance et la haine des populations civiles contre lesquelles ils s'étaient retournés pendant la guerre. Cette situation rend difficile l'intégration sociale des « Maï-maï ». Dans beaucoup de villages où cohabitent les deux communautés, des lignes de fracture sociale entre les ex-combattants « Maï-maï » et le reste de la population sont nettement perceptibles.

C'est dans ce contexte qu'en collaboration avec l'Association des Faiseurs de Paix (AFP)/Likasi, le SADRI a organisé en 2008 deux séminaires de formation sur les techniques de prévention et de résolution pacifique des conflits en faveur des leaders sociaux issus du groupe des ex-combattants maï-maï et du reste de la population dans deux cités du Territoire de Mitwaba, à la Cité de Mitwaba (Chef lieu du Territoire, 466 Kms au Nord-Ouest de la ville de Lubumbashi) et la Cité de Kyalwe (356 Km au Nord-Ouest de Lubumbashi).

À l'issue des deux séminaires de formation, les formés de chaque cité

se sont constitués en un comité mixte de paix. Les membres de ces deux comités se sont engagés à travailler main dans la main pour la paix. Ils se sont ainsi lancés dans le processus de réconciliation et réintégration sociale des combattants maï-maï. On remarque ainsi des changements d'attitude auprès de la population tels que le rapprochement entre personnes jadis en conflits ; de plus en plus les ennemis d'hier ont commencé à cultiver la confiance entre eux, ils diffusent les messages de paix. Les ex-combattants maï-maï persuadent les leurs de sortir des maquis où ils sont cachés.

2.1. A Kyalwe

Les membres du comité de faiseurs de paix ont réussi à résoudre deux conflits :

- un conflit coutumier qui opposait trois familles qui aspiraient toutes au trône et dont l'une comptait le chef élu que les deux autres contestaient.
- Un conflit opposant les ex-combattants maï-maï au reste de la population. Avant notre intervention la cité était divisée en deux camps : le camp des ex-combattants maï-maï d'un côté et celui du reste de la population de l'autre, vivant respectivement dans la peur et la méfiance et, la haine et le mépris des uns envers les autres

S'agissant du conflit coutumier, le comité a réussi à mettre ensemble les trois familles jadis en conflit. Celles-ci ont consenti de fléchir devant la réalité des résultats des urnes en acceptant de perdre chacune sa part d'intérêt familial pour collaborer avec le chef élu. Ce dernier a aussi promis de protéger ces concurrents. En outre, elles ont convenu de réaliser ensemble l'activité de pêche en vue de renforcer leur rapprochement.

Concernant le conflit entre les ex-combattants maï-maï et le reste de la population, les membres du comité ont réussi à amorcer un processus de brassage social avec la collaboration de l'autorité coutumière et implication de la communauté des ex-combattants maï-maï. Une des

stratégies retenues pour renforcer et consolider ce processus en cours d'exécution à la satisfaction de tous, est le lotissement des terrains en faveurs des ex-combattants nouvellement retournés du côté qu'occupaient exclusivement les non-maï-maï et pour ces derniers du côté qu'occupaient exclusivement les ex-combattants maï-maï. Il convient de signaler que pour démontrer l'acceptation des ex-combattants par la population civile, un ex-combattant a été élu président du comité des parents à l'école primaire Kyalwe. Les deux parties ont convenu de réaliser des activités mixtes de développement. Les membres du comité se sont cotisés 1.000 Francs Congolais par personne et ont commencé le petit commerce afin d'avoir les moyens de faire le champ communautaire à la saison culturelle à venir.

2.2. A MITWABA

Le comité de Mitwaba a abordé un conflit ouvert à 54 kilomètres à l'Est de Mitwaba dans un village appelé KWIYONGO, une poche des Maï-maï. Ce village propre aux Maï-maï s'est retrouvé divisé en deux villages distants de 2 kms nommés Kwiwongo 1 et Kwiwongo 2.

Le conflit a commencé avec l'intervention du CONADER dans cette Zone. En effet, un groupe Maï-maï qui avait été au front est parti du village avec, à sa tête, le Chef de localité, son leader, à Mitwaba-centre où ils ont bénéficié de l'assistance financière du CONADER. A son retour au village, ce groupe n'a pas été toléré par celui resté sur place, avec à sa tête le Chef de terre, et n'ayant pas bénéficié de l'assistance du CONADER. C'est ainsi qu'il a été obligé de se retirer avec son leader, pour créer son village à coté du premier (Kwiwongo 1). L'école étant dans le premier village (Kwiwongo 2), les enfants de Kwiwongo 1 étaient maltraités par les habitants de Kwiwongo 2. C'est ainsi que les opprimés ont commencé à se préparer pour une défense.

Dans son intervention, le comité a échangé avec les deux groupes et décelé un certain nombre d'intérêts communs. Dans son accompagnement, le SADRI a réussi à amplifier les intérêts communs dans les deux

camps. Les deux groupes ont accepté volontiers de se rencontrer pour discuter de ce qui les divise et ce qui les unit dans la perspective de réunifier le village, de réhabiliter le Chef de localité. La stratégie identifiée par les deux parties pour relier les deux villages est de lotir l'espace inhabité qui les sépare notamment en réintégrant les familles isolées dans les champs et en y construisant des infrastructures sociales (école, centre de santé, marché ou puits d'eau).



6. Le Plaidoyer et la Recherche-Action : deux axes essentiels dans le travail de paix

Nous travaillons dans des contextes difficiles où la transformation sociale vers une paix durable ne pourra se faire sans pression sur les décideurs locaux, nationaux et internationaux. Nous devons donc nous professionnaliser dans le travail de communication et de plaidoyer. Nous commençons également à établir des échanges entre les partenaires des différentes régions d'Afrique. Voici un exemple de ce genre d'effort.

Comment être plus efficaces et plus solidaires dans notre travail pour arrêter la culture de la violence contre les femmes dans nos sociétés ?

HEAL Africa a rassemblé à Goma en RDC dans un atelier d'échange organisé en Janvier 2009 des activistes contre la violence faite aux femmes du Nord et du Sud Kivu, de l'Ituri et du Cameroun.

Voici quelques idées qui en sont sorties :

Les questions de départ :

- Comment être plus solidaires et être plus efficaces dans notre travail dans la lutte contre les violences faites aux femmes ?
- Quelle attitude devrions-nous avoir pour ne plus continuer à voir les femmes comme victimes, mais comme survivantes et capables d'être actrices dans les actions de plaidoyer ?
- Comment impliquer les hommes ?
- Comment faire entendre les voix des survivantes et nos voix ?

Extraits de la synthèse par Christiane Kayser, EED/SCP

La violence contre ceux qui sont vus comme faibles et désarmés, et tout particulièrement contre les femmes et les jeunes filles est

devenue, hélas, une culture dans bon nombre de nos sociétés africaines. Cela prend des formes diverses, de l'abus, en passant par l'esclavage sexuel jusqu'au viol répété et au meurtre. Les auteurs de ces crimes ne sont pas seulement des hommes sous armes mais aussi bon nombre de civils. Un certain nombre de lois interdisant de telles pratiques existent, mais ne sont pas souvent appliquées. La corruption et le mal-fonctionnement des systèmes juridiques, la mauvaise gouvernance et l'inefficacité des services étatiques créent une situation d'impunité. Mais le pire constat est que nos communautés et sociétés sont loin de condamner les violeurs et les trafiquants de chair humaine : ce sont plutôt les survivantes et leurs proches qui sont méprisées, conspuées, marginalisées. Les survivantes sont doublement victimisées : elles sont isolées et évacuées dans le camp des « autres » que nous ne nous sentons pas en devoir de protéger. En même temps les médias internationaux ont tendance à réduire l'Afrique à un champ de bataille sanglant peuplé de hordes sauvages et la femme africaine à une survivante agonisante.

En République Démocratique du Congo, au Cameroun et dans d'autres pays, des activistes des droits de la personne, des personnes engagées dans la transformation sociale luttent contre ces phénomènes qui prennent de plus en plus d'ampleur, contre cette situation insupportable. Ils se battent pour la reconnaissance de la dignité de la femme et de son rôle essentiel dans le développement de nos sociétés.

En même temps les décideurs et responsables à tous les niveaux doivent être mis sous pression pour contribuer de façon efficace et rapide à changer la situation. Or – la lutte contre les violences étant devenue au niveau international et régional une sorte de « marché » mettant en concurrence les différentes initiatives par rapport aux bailleurs de fonds – le travail d'information, de plaidoyer et de mise

en synergie des différents acteurs engagés dans la lutte contre la violence et pour la dignité de la femme doit être renforcé.

La culture de la violence contre les femmes n'est pas seulement un problème juridique ou politique : c'est devenu un phénomène social qui s'ancre dans nos cultures. Des arguments et pratiques traditionnelles, mais aussi religieuses sont sollicités pour cimenter cette culture. Mais la culture des vidéoclips réduisant la femme à un objet sexuel exerce également une influence énorme sur les jeunes de nos sociétés. Comment relever ces défis ?

Afin de renforcer nos capacités de plaider nous avons pu dégager quelques idées :

PLAIDOYER N'EST PAS IMPUISSANCE

Un plaidoyer qui se limite à des plaintes sur une situation insupportable n'est pas efficace. Il nous rend impuissants et nous réduit au statut de mendiants qui attendent d'être sauvés par une force bienveillante extérieure dont nous devenons dépendants.

Nous devons plutôt nous inspirer du courage et de l'esprit d'initiative des femmes concernées sur le terrain qui ont décidées de ne plus se laisser enfermer dans un statut de survivantes.

NOS PLAIDOYERS DOIVENT ÊTRE BASÉS SUR DES STRATÉGIES CLAIREMENT DÉFINIES AVEC DES OBJECTIFS ET DES PRIORITÉS BIEN DÉGAGÉS

Ces stratégies et objectifs peuvent différer selon les situations et les cas. Il est important de clarifier notre rôle et les sources de notre légitimité dans ce travail. Nous sommes qui et nous parlons au nom de qui ? Au lieu de parler pour les survivantes/survivantes nous devons travailler et parler avec et par elles.

TOUT PLAIDOYER DOIT ÊTRE BASÉ SUR UNE ANALYSE DU PROBLÈME, DES ACTEURS CONCERNÉS ET DE L'OBSTACLE MAJEUR AU CHANGEMENT

Les causes de l'ampleur et de l'enracinement de la culture de violence sont nombreuses et complexes. Souvent nous avons tendance à chercher des coupables ou bien des explications, voire justifications. Mais cela ne nous ferait pas avancer. Il faut plutôt identifier le facteur décisif qui nous empêche de changer la situation.

NOS PLAIDOYERS DOIVENT S'ADRESSER À DES DÉPOSITAIRES D'ENJEUX DÉFINIS ET NOUS DEVONS ASSOCIER DES ALLIÉS À NOTRE CAUSE

Pour cela nous devons regarder le rôle des différents acteurs et prioriser à qui nous adressons notre plaidoyer, qui sont les dépositaires d'enjeu, qui sont nos alliés et qui les adversaires dans ce combat.

NOUS DEVONS CLARIFIER LES CONCEPTS QUE NOUS UTILISONS

Nous utilisons plusieurs approches de travail (sensibilisation, conscientisation, mobilisation, etc.) pour atteindre ses objectifs. D'autres approches comme le lobbying et le plaidoyer font encore leur entrée dans nos dispositifs.

La sensibilisation qui permet d'apporter des informations afin de rendre « sensibles » les populations sur une question, un problème ou un événement. Ici les animateurs apportent l'information, les populations jouent un rôle passif ;

La conscientisation qui vise à rendre les populations conscientes sur certains faits et autres phénomènes. Ici les animateurs apportent l'information tout en faisant attention à la perception qu'ont les populations, en les écoutant et en leur faisant découvrir leurs propres potentialités en tant qu'acteurs.

La mobilisation permet aux populations de devenir actives ensemble pour s'attaquer à un fléau social ou un problème qui touche la communauté.

Par contre,

Le Lobbying est une technique utilisée par des groupes d'intérêts qui créent un « lobby » (initialement antichambre, couloir en anglais) pour modifier les lois et autres règles administratives en leur faveur ;

Le Plaidoyer permet de « plaider » une cause auprès des personnes et groupes spécifiquement identifiés (décideurs et autres) dans le but de changer leurs perceptions et ainsi créer un environnement favorable pour une mobilisation des ressources (humaines, matérielles et financières) qui facilitent le travail de transformation sociale.

Tandis que la sensibilisation et la conscientisation apportent de l'information aux populations et leur permettent de s'exprimer, le Lobbying et le plaidoyer ont pour but d'influencer des dépositaires d'enjeux, c'est à dire des personnes ou groupes de personnes ayant une position de pouvoir. Comme dit plus haut il faut clairement identifier le point central de notre plaidoyer ou lobbying sur base d'une analyse de la situation et des obstacles aux transformations sociales que nous visons.

Il faut pouvoir identifier à quel niveau se traite la question (se discute le sujet) qui est au centre de notre action.

NOUS DEVONS ÊTRE CONSCIENTS DE L'IMAGE QUE NOUS DONNONS EN TANT QU'ORGANISATIONS ET L'INFLUENCER TANT QUE POSSIBLE
Essayons de vérifier quelle est la perception des autres par rapport à notre initiative. Evitons les écrits et déclarations anonymes. L'ano-

nymat déresponsabilise, ne permet pas de débat et réduit l'action à un simple tract.

BASONS NOTRE PLAIDOYER SUR DES FAITS ET NON SUR DES RUMEURS

Que ce soit par des études élaborées ou des analyses des cas particuliers à plus petite échelle : rendons transparents nos bases d'argumentation. Evitons l'accusation gratuite et la délation. On peut dénoncer sur la base des analyses et des faits. Au lieu de trouver des boucs émissaires, trouvons des pistes de solution.

DÉFINISSONS NOS MARGES DE MANŒUVRE ET PRIORISONS

Analysons les rapports entre les résultats possibles et le niveau de ressources à utiliser avant de nous lancer. Par exemple le travail sur les lois se justifie quand le système judiciaire fonctionne, sinon il y a un risque de gaspillage de ressources.

PRÉPARONS NOTRE RÉACTION AUX RÉSISTANCES ET AUX ÉVOLUTIONS DE LA SITUATION

Nos plaidoyers vont inévitablement susciter des résistances car nous voulons changer les choses. Il est donc important de nous préparer à de nouvelles situations, de nouveaux obstacles, des réajustements de stratégies et d'alliances en fonction de l'évolution de la situation.

ENSEMBLE NOUS SOMMES PLUS FORTS : LES EXPÉRIENCES CAMEROUNAISES ONT MONTRÉ AUX PARTICIPANTS CONGOLAIS QUE LE PROBLÈME DÉPASSE LES FRONTIÈRES DE LA RDC ET QU'IL Y A DE MULTIPLES FAÇONS DE S'Y ATTAQUER

Le travail pour la paix ne saurait s'adapter aux évolutions des contextes et se ressourcer sans des éléments de recherche qui permettent de recentrer l'action. L'échange avec des institutions de recherche et aca-

démiques est un enrichissement important pour le travail de terrain. En même temps les chercheurs peuvent profiter énormément des apports et des questionnements des praticiens. Par ailleurs les programmes de recherche permettent un dialogue entre les acteurs dans les différents pays africains. Les programmes SCP de EED collaborent avec plusieurs institutions de recherche (par exemple Pole Institute à Goma). L'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL) à Goma entrera dès 2009 dans le réseau SCP et disposera d'un professionnel. Nous favorisons également les contacts entre institutions de recherche africaines. Nous vous présentons ici l'apport de deux professionnels d'appui EED qui travaillent sur les questions de paix et de résolution de conflits à l'INEP, un institut de recherche en Guinée Bissau. Leur contribution ouvre notre horizon vers les comparaisons entre différentes régions africaines, nous permet de voir les spécificités mais aussi de dégager des questions transversales. Entre autres, le rôle crucial des initiatives locales de transformation de conflits se dégage clairement.

Conflict prevention and Peace-building in Guinea-Bissau Research programmes of INEP, Bissau

by Birgit and Idrissa Embalo

The *National Institute for Research and Studies (Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa / INEP)* is the main research centre for social sciences and empirical studies in Guinea-Bissau. INEP plays a leading role in research and public debates on conflict prevention and peace-building, democracy, good governance and poverty reduction in the country. As public institution INEP leads the discussion of national development strategies and is responsible for research activities and programmes related to sustainable development of Guinea-Bissau.⁴

Chronic Political Instability in Guinea-Bissau

Chronic political instability is one of the main features of Guinea Bissau, ever since its independence in 1973. It has come mainly from the prominent role of the army in national politics and poor governance. Since the end of the military conflict / civil war (1998–1999), the authorities in Guinea Bissau have been striving to restore the credibility of state institutions and attempting to consolidate peace and promote development. But this has been largely unsuccessful.

Between 2000 and 2008, the country witnessed one *coup d'état* and four military attempts to take over power. In the last four years there have been four governments with four different prime ministers. The former President Nino Vieira returned to the country in 2005 and quickly dominated the political scene again. In the Casamance region (South of Senegal, North of Guinea-Bissau) rebels upraised once more and a war-like situation with a lot of damage overshadowed the north of Guinea-Bissau for months. A stability pact of the three major political parties, assigned in March 2007, aimed at promoting cohesion and national consensus on some of the more pressing challenges facing the country. However, the expectations were short-lived and the pact collapsed. This led to the dissolution of the parliament, throwing Guinea Bissau back into a situation of political crisis.

Finally, parliamentary elections of 16th November 2008 resulted in a two-third majority in the National Assembly for the PAIGC (*African Party for Independence of Guinea and Cape Verde*) and its leader, Carlos Gomes Junior. The vote of the population for national union and a strong government that can build up social cohesion

⁴INEP has produced numerous studies, reports and evaluations for bilateral and multilateral cooperation projects of the Guinean state, for International Organisations (WB, UNICEF, WHO, UNDP etc.) and for various NGOs.

was overwhelming. One week after these free, transparent and democratic elections an alleged attempt of some military faction to kill President Vieira illustrated the country's fragility once again. Notwithstanding the successful November 2008 legislative elections, the permanent threat of military intervention in politics adds to the risks of government paralysis (www.internationalcrisisgroup.org, 29.01.2009). Legitimated by the declared will of the Bissau-Guinean people the new Prime Minister now has a "last chance" to win the support of many international donors.

INEP Research project "Violence and Local Strategies of Conflict Management in Guinea-Bissau"

Due to the chronic political crisis of Guinea-Bissau INEP is concentrating much on conflict research and peace-building programmes. Currently, the Institute carries out two projects in this field. Birgit and Idrissa Embaló, EED professionals at INEP since 2003, coordinate the research project "*Violence and Local Strategies of Conflict Management in Guinea-Bissau*". In cooperation with Bayreuth University (Germany) this project started theoretical and empirical work in Guinea-Bissau in late 2006 after a two year preparation phase at INEP. It is financed by the German Volkswagen Foundation. Seven Guinean researchers from INEP participate in this project, four of them doing their PhD and Master theses.⁵

The principal question for conflict research and emanating peace building measures in Guinea-Bissau is how societies deal with social and political violence, when they are confronted with state fragility

⁵Guinean academics never had the possibility to do post-graduate studies in their home country because the recent founded university (2004) only offers B.A. courses. For the first time ever this research project trains three PhD candidates and one master candidate (2 women and 2 men). Similar to "DAAD sandwich program" INEP and Bayreuth University share academic responsibility for their formation.

or the absence of significant state structures? Various processes of informal privatisation of the state can be noted in Africa and elsewhere: for example the expropriation of the monopoly of violence of the state by mafia-like groups or the substitution of central state tasks, such as health care or education, by non-governmental organisations (Klute, Trotha 2004). Instead of using negative qualifications for the transformation of statehood such as of “weak” or “failing” states (Chabal, Daloz 1999), the research project proposes to name political and legal situations like in Guinea-Bissau “*heterarchical settings*”. These are opposed to the *hierarchical* representation of the state as standing above and disciplining other power groups within the society (Bellagamba, Klute 2008). This concept overcomes the deficiency reasoning of the “failed state” debate in pointing at central traits of current political (state and non-state) orders in Africa, namely at the plurality of competing power groups and the mutable and unstable intertwining of state and non-state orders (Klute, Embaló, Embaló, Jao 2008).

The research project links theoretical debate about social orders and the legal systems of the post-colonial African state (emergence of local power groups and neo-traditional forms of chieftaincies) with extended case studies of conflicts and local strategies of conflict management at different spots in Guinea-Bissau and in some neighbour countries.

Young people in Guinea-Bissau are a main social actor in conflicts, especially violent conflicts and in collective vigilante justice. The empirical findings demonstrate that they are involved in a lot of conflicts, not only inter-generation disputes, due to the demographic factor (50% of population under 18). In the East of Guinea-Bissau with predominant Mandinga and Fula Muslim societies “traditional” local strategies of conflict management and interethnic dispute settlement seem to be functioning to a certain degree.

Local “traditional” authorities, the *régulo* (local chief), village elders and other “mediator persons” of the local societies and their strategies of conflict settlement are respected.

Birgit Embaló does her field study in Bairro Militar / Bissau, focusing on the impacts of urbanization on local conflict management. This quarter is particularly known for violent outbreaks in the last years and its abandonment in terms of state authority intervention. Crime rate is high; some events and riots in *Bairro Militar* give evidence of social discontent and political rebellion of Bissau’s youth. A disastrous security situation, the high potential for *vigilante* justice and a population mainly consisting of veterans of the liberation war and their families have contributed to the ‘architecture of fear’ with certain “forbidden” areas in the quarter. But this situation has been remarkably mitigated by interventions of *Bairro Militar*’s civil society which came to force in the last years. The high level of activism, and the willingness of the local population and their “leaders” to fight against violence and criminality hint at a *particular vitality* of social and political leadership on the local level (Bellagamba / Klute 2008). They reflect a certain maturity, political consciousness and “self-organisation capacity” of the Bissau-Guinean urban population. Despite severe political crisis and state failure nowadays – ten years after the war – there seems to be little place for ethnic divide and for a culture of impunity.

Spiritual institutions of genuine African religions exist in Guinea-Bissau side by side with religious authorities and institutions of monotheistic religions, for example Muslim *Gam’mu* gatherings for the lecture of the Koran. They are of high relevance in the daily life of the Bissau-Guinean population. Idrissa Embaló is studying the enormous transethnic and transnational demand of religious and spiritual institutions for conflict resolution in various regions of Guinea-Bissau. As conflict situations are concerned, these institu-

tions are ambivalent and a kind of two-edged sword. People place more confidence in religious and spiritual institutions of conflict management than in the formal legal apparatus. For example, the legal and moral authority of *Gam'mu*, Muslim gatherings for the lecture of the Koran, and of palaver-court-like sessions held for conflict resolution during *Gam'mu* meetings, seem to be much stronger than that of state jurisprudence.

INEP colleague Caterina Viegas does research on the intervention of women in order to keep up social peace. At the ethnic group of the Pepel, which lives in the Biombo region near the capital, women's role in conflict settlement is considered as of utmost importance, indeed sometimes it is indispensable. Women organize, prepare and realize ceremonies in the realm of family and community life (e.g. weddings); they are also active in the socio-professional domain. The most frequent conflicts registered at the local court of Biombo are those on heritage and dowry or wedding, a predominately female domain in the Pepel matrilineal society. Current research focuses on female *baloberos* (shrine priests) and on the obsession cult of *kansaré* directed against witchcraft which is mostly carried out by women.

Bissau International Conference

"Violence and Local Conflict Management in West African and Beyond" (1. – 5. 12. 2008)

In the frame of this conflict and peace research project forty scholars from more than a dozen African and European countries met at the huge international conference "Violence and local conflict management in West African and beyond" organized by INEP and Bayreuth University in Bissau. The case studies of 14 African countries presented at the conference bear witness of varying degrees of *heterarchy*, ranging from less marked forms in Southern Africa to

competing *para-states* in the DR Congo, as shown by Christiane Kayser (Evangelical Church Development Service [EED], Bonn & Pole Institute, Goma, DRC). Modes and institutions of conflict resolution presented at the conference varied greatly, ranging from violent modes, including wars, to pacific religious modes, and from institutions like the International Court of Justice to institutions of local cultures and civic communities.

All contributions underlined the prevalence of local modes of conflict resolution, a part of it, however, bearing the risk of uninterrupted chains of violence, often by means of witchcraft. Remarkable was the similarity of finding by Idrissa Embaló for Guinea-Bissau and Franz Kogelmann (Bayreuth University, Germany) for Nigeria that religious modes of conflict resolution, in this case local Islamic tradition or Islamic law, are morally more binding than state law. Transnational and transborder conflicts are frequent in Africa, as was demonstrated particularly for the Casamance region by Abdoulaye Diallo (PROCAS/GTZ, Ziguinchor, Senegal) and Jordi Tomas (ISCTE, Lisbon, Portugal). Their research on local conflict resolution shows that in trans-border and trans-national conflict situations non-state political actors and organisations can also contribute to peace agreements and stability, parallel or in opposition to state order and its legal conceptions. “Reconciliation” as opposed to the imposition of legal norms by the hierarchical state seems to be the predominant mode of conflict management. In many cases, however, this mode seldom reflects more than negotiated peaces or truces between the conflicting parties, in short a remarkable fragility of peace (Klute, Embalo, Embalo, Jao 2008).

Knowledge transfer of these research insights to the practical application level, to the Guinean public and to expert audiences, like local “traditional authorities”, decentralisation office in the Ministry of Internal Administration, the security sector reform office (EU)

and the juridical reform office (Ministry of Justice) are some of the next steps in the project during 2009.

INEP Action – research “Voz di Paz / Voice of Peace”

The second peace-building programme is the Interpeace-INEP action research “*Voz di Paz / Voice of Peace*”, initiated at the invitation of the UN Peacebuilding Support Office in Guinea-Bissau (UNOGBIS) in July 2005. Interpeace seeks to address recurrent political tensions blocking the country’s national reconciliation process and economic renewal. The programme’s research team at INEP gathers people’s own opinions on what needs to be done to improve their lives. The team also aims to prioritise and share these “voices from the field” with Guinea-Bissau’s political class, including the use of radio and video. Young people are a focal group at all levels of the Interpeace programme.

For an initial period of 2 years (2007–2009), the *Voz di Paz* research team examines and acts upon themes related to electoral law reform, security sector reform dialogue and implementation, and the national reconciliation process. The overall strategy of the programme consists of building inclusive partnership networks to promote constant dialogue and reflection on past and present sources of democratic instability. At the core of the strategy lies respect for local values and visions and open communication. The researchers rely on a network of regional “antennae”, who are local Bissau-Guinean representatives of the country’s regions, asked to facilitate collective reviews of issues of concern to their communities. The network also aims to sustain communication and build “emotional bridges” between the capital and the countryside.

Conclusion

The research on conflict management strategies in the climate of political instability of the African post-conflict countries proves to be very efficient. The results gained so far in Guinea-Bissau demonstrate fundamental similarities with other African countries, first and foremost a dominant tendency for local conflict resolutions all over the continent. By the same token the research of INEP shows Bissau-Guinean particularities and relates these specific empirical findings to broader theoretical notions of political order (heterarchical settings), valid for the analysis of African conflict constellations in general. The successful work of INEP highlights the importance of conflict and peace research done by an African research institute from within for the challenges of peace-building in Africa.

References

- BELLAGAMBA, Alice, Georg KLUTE 2008, "Tracing emergent powers in contemporary Africa – Introduction", Bellagamba, Alice, Georg Klute (eds.), *Beside the State. Emergent powers in contemporary Africa*, Köln, Köppe: 7–21.
- CHABAL, Patrick, Jean-Paul DALOZ 1999, *Africa works. Disorder as political instrument*, Oxford/Indiana, James Currey/Indiana University Press.
- EMBALÓ, A. Idrissa 2008, "Religious and Spiritual Means of Local Conflict Resolution", in *Local Experiences of Conflict Management*, Soronda Especial (INEP, Bissau) December 2008: 311–325.
- EMBALÓ, Birgit 2008, "Local Conflict Management and the State in Bissau: A Case Study in Three City Quarters", in *Local Experiences of Conflict Management*, Soronda Especial (INEP, Bissau) December 2008: 175–211.
- KLUTE, Georg, Birgit EMBALÓ, Idrissa EMBALÓ, Mamadú JAO, 2008, *Report of the Conference Conveyers: International Conference "Violence and Non-State Local Conflict Management in West Africa and Beyond"* Bissau, 1 to 5 December 2008; unpublished.
- KLUTE, Georg, Trutz v. TROTHA 2004, "Roads to Peace. From Small War to Parastatal Peace in the North of Mali", Foblets, Marie-Claire / Trutz von Trotha (eds.), *Healing the Wounds. Essays on the Reconstruction of Societies after War*, (Oñati International Series in Law and Society), Oxford: 109–143.

7. Les organisations partenaires et les professionnels d'appui : une complémentarité efficace

Lors de l'atelier de réseautage d'octobre 2008 en RDC les participants ont exprimé en leurs propres termes pour chaque organisation partenaire les spécificités de leur travail, ainsi que la complémentarité entre l'organisation elle-même et le professionnel d'appui SCP qui vient la renforcer. Ces résumés permettent d'avoir une vision plus complète des domaines d'intervention des différents partenaires. Ils illustrent également les changements déjà effectués par le travail (effets/impacts) et font état des difficultés majeures.

Guéris Mon Peuple/HEAL AFRICA (Nord Kivu et Maniema)

Spécificités

Prise en charge holistique :

- Prise en charge médicale
- Prise en charge psychologique
- Réinsertion socio-économique

Notre contribution à la paix

- Les différents leaders communautaires de différentes ethnies et confessions religieuses se sont mis ensemble à travers les Comités Néhémie dans la résolution des conflits et dans le développement communautaire, au Maniema et au Nord Kivu
- Réinsertion socio-économique qui entraîne la réduction de la pauvreté (création de l'emploi), et implication des jeunes dans différentes activités en renouvelant un esprit d'espoir qui rend les gens responsables
- A travers la médiation (résolution des conflits en cas de viol) l'accep-

tation de la femme dans sa famille et dans la communauté, la femme retrouve l'estime de soi

- Heal Africa fait le lobbying auprès des autorités et informe la communauté internationale sur la situation du pays à travers les journalistes nationaux et internationaux et a contribué par la proposition d'un article de loi contre les violences sexuelles qui a été adopté.
- Production d'un film (LUMO) qui montre le contexte actuel du Congo (RDC), la souffrance des femmes victimes de viol, les actions de l'équipe pour rétablir la confiance et l'espoir, ce film a été diffusé à travers le monde.
- Maison des femmes (wamama simameni) cadre de concertation

Changements observés

Niveau individuel :

- Guérison physique et mentale
- Acceptation des femmes violées dans la famille et dans la communauté
- Auto prise en charge des femmes violées

Niveau organisationnel :

- Scolarisation des enfants
- Apport matériel pour relance de la production
- Régime alimentaire amélioré dans la communauté

Niveau sociétal :

- Résolution des conflits à travers l'acceptation de la femme dans sa famille et dans la communauté (médiation)
- Circulation de la monnaie avec les activités génératrices de revenus
- Création de banques communautaires

En appuyant les femmes dans des associations, nous aidons la communauté à se développer et à réduire la pauvreté. Cela aboutit à renouveler un esprit d'espoir, de la reconstruction et rend les gens responsables, un grand pas vers la « construction de la paix »

Difficultés

- Logistique (nous ne sommes pas bien équipés)
- Mauvais état des routes
- Population semi-lettrée
- Violence contre la femme (toutes formes de violences)
- Absence d'une professionnelle

Rôle du professionnel

- Evaluation d'impact
- Etude CAP
- Documentation et publication
- Accompagnement technique
- Meilleures pratiques (acquisition des points forts à travers les projets)
- Renseignement dans l'auto évaluation (facilitation)

Nos réalisations dans 6 zones de santé pendant 3 ans

- Femmes et Filles Victimes de Violences Sexuelles (FFVVS) identifiées : 11.850
- FFVVS soignées : 7.100
- FFVV soignées plus d'une fois : 4.330
- FFVVS guéries : 5.446
- Accompagnement psychologique : 7.042
- Personnes sensibilisées : 610.153
- FFVVS appuyées économiquement : 4.328
- Membres de la communauté appuyés : 2.588
- Nombre des associations (60 personnes par association): 115

CRAFOD (Bas Congo)

Spécificités

- Promotion des filières animales et végétales
- Renforcement des capacités communautaires et institutionnelles

Notre contribution à la paix

- Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes (donner une possibilité aux jeunes évite qu'ils se retrouvent au sein des milices)
- Renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile pour les actions de Plaidoyer/Lobbying
- Animation des Noyaux d'action pour la participation populaire et le cadre de groupe d'aide d'appui au développement pour une analyse contextuelle pour une mise en œuvre des plans d'actions de développement de chaque Entité Administrative Décentralisée
- Redynamisation de Conseil des pasteurs, union des jeunes protestants communautaires, Union des jeunes protestants provinciaux, Commission justice, paix, sauvegarde de la création pour une synergie avec les autres partenaires de défense de droit de l'homme et promotion de la bonne gouvernance au Kongo central

Changements observés

Niveau individuel :

- Bonne perception du développement holistique
- Engagement de chaque acteur d'appui au processus du développement holistique
- Changement de comportement et communication auprès des membres du staff CRAFOD

Niveau organisationnel :

- Auto-prise en charge des partenaires (de leur devenir)
- Dynamisation des organisations du monde rural
- Sédentarisation des membres des associations (stabilité)
- Intériorisation de l'approche genre (équité et éthique)

Niveau sociétal :

- Adoption des espaces de dialogue (CGAAD, NAPO, TEP)
- Franche collaboration entre acteurs étatiques et les ANE
- Diminution des tracasseries
- Emergence progressive d'une culture de citoyenneté : chaque groupe,

entité, individu connaît et joue progressivement son rôle dans la gouvernance locale

Difficultés

- Les citoyens ignorent leurs droits et devoirs
- Manque de concertation entre les différents acteurs d'appui au développement holistique
- Faibles revenus des paysans
- Défectuosité des infrastructures de base (routes, ponts)
- Persistance des pratiques rétrogrades (us et coutumes) qui avilit l'homme

Rôle du professionnel

Conseiller technique chargé de :

- Réfléchir avec le staff technique sur les stratégies et actions de la promotion de la participation citoyenne et à la gouvernance locale
- Accompagner les membres du CGAAD, NAPO, CJPSC et commission des jeunes protestants dans leurs stratégies d'auto-détermination
- Aider le CRAFOD à l'analyse contextuelle et à la préparation des actions de plaidoyer/lobbying
- Assister le CRAFOD dans la capitalisation des différentes expériences réalisées
- Réfléchir avec le staff technique sur le montage et la mise en œuvre d'une politique de gestion de l'environnement

RIO (Sud Kivu)

Spécificités

- Education à la paix
- Transformation de conflits

Notre contribution à la paix

- Transfert de nouvelles connaissances et outils de paix

- Enseignements motivés pour intégrer les thèmes d'éducation à la paix et TC dans les cours au niveau des écoles maternelle et primaire
- Espace de concertation des mutuelles interethniques pour la consolidation de la paix au Sud Kivu
- Accompagnement de réconciliation concertée entre communautés ecclésiastiques et tribales en conflit (mandat du synode 2008)

Changements observés

Niveau individuel :

- Acquisition de nouvelles connaissances et outils en éducation à la paix et en transformation de conflit par les acteurs de la société civile (enseignants, confessions religieuses, ONG)
- Accroissement de la capacité d'analyse de contexte et de conflits par les acteurs de la société civile
- Enseignants développent des thèmes d'éducation à la paix et transformation de conflit (TC) dans différents cours au niveau d'écoles maternelles, primaires et secondaires

Niveau organisationnel :

- Travail en synergie des acteurs de la société civile
- Intégration des programmes d'éducation à la paix et TC par les organisations de la société civile avec des stratégies spécifiques, liées à leurs groupes cibles
- Professionnalisation des certaines organisations de la société civile
- Plan de réconciliation concerté entre communautés ecclésiastiques jadis en conflit

Niveau sociétal :

- Niveau de compréhension élevée de la nécessité de participer à l'élection
- Plan de mise en œuvre du processus de paix autour des parcs (Itambwe/Kahuzi Biega)
- Validation des enjeux des conflits inter communautaires par les différentes communautés dans le haut plateau de Minembwe.

Difficultés

- Connaissance limitée de la langue anglaise par le personnel de RIO
- Personnel insuffisant pour la capitalisation et le suivi des actions entreprises
- Forte sollicitation pour les appuis techniques et matériels
- Manque de moyens pour la prise en charge des comités de paix installés
- Absence d'une personnalité juridique propre

Rôle du professionnel

- **Collaborateur** : membre du staff du RIO : participation aux rencontres d'information, de formation, de conception de projet, de planification des activités, d'autoévaluation, de rédaction de rapport, d'évaluation de l'impact, etc.
- **Conseiller** : clarification des exigences de certains bailleurs, identification des voies d'accès aux nouveaux appuis, renforcement des outils de gestion
- **Innovateur** : introduction des nouveaux outils de pratiques de paix et de transformation de conflits (débat, NP/PAV, CINEDUC, GALS), diffusion de l'expertise acquise en matière de résolution de conflit
- **Ambassadeur** : donner l'image réaliste de la vie et des organisations en Allemagne. Donner l'image réaliste de la vie et des organisations au Congo (contexte socio-économique, politique, sécuritaire, etc. , contexte organisationnel du RIO, les dynamiques locales). Faciliter les contacts avec les organisations internationales, locales et étrangères. Préparation d'accueil des visiteurs étrangers, traduction des présentations

SADRI (Katanga)

Spécificités

Renforcement de la participation à la citoyenneté :

- La collaboration avec les communautés de manière holistique
- L'appui aux activités économiques

- La promotion de la cohabitation pacifique
- La prise en compte de l'intérêt général/commun dans les prises de décision

La disparité entre les zones rurales, le défi de l'auto promotion et l'exposition des zones urbaines aux réactions violentes quand il y a des signes/manifestations de la malgouvernance sont des facteurs à prendre en compte

Notre contribution à la paix

- Epanouissement et valorisation de la population (sécurité personnelle et patrimoniale, acquisition et utilisation des connaissances et assurance de moyen de survie)
- Capacitation des organisations (formations thématiques destinées aux groupes spécialisés)
- Cohabitation pacifique et démocratique des communautés jadis en conflits
- Interaction entre acteurs intégrant la représentativité des groupes et intérêts des marginalisés

Changements observés

Niveau individuel :

- Epanouissement (savoir faire, considération sociale, valorisation/utilisation comme personne ressource)
- Sécurité de sa personne et de son patrimoine (Kasaïens à Likasi, maï maï à Mitwaba)
- Livelihood (survie) assuré (champs, routes, marché Amani) et accès aux services sociaux de base (écoles)
- Responsabilisation (capacité de gestion des ressources)

Niveau organisationnel :

- Cohabitation pacifique et démocratique des groupes (communautés tribales, groupes marginalisée et industriels miniers :« début du processus »)

- Harmonisation dans les conflits économiques et politiques liés à la répartition des ressources et des compétences/pouvoirs entre le secteur privé et public (EMAK & SAESSCAM)
- Capacitation des organisations citoyennes (société civile) : formations thématiques, utilisation de leurs animateurs comme consultants

Niveau sociétal :

- Développement d'une interaction entre acteurs sociaux, politiques et fonctionnaires
- Tissage d'une toile d'araignée des structures de collaboration
- La représentativité sociale surtout en milieux ruraux et à l'égard des groupes qui s'estiment marginalisés

Les communautés accompagnées dans le processus de paix aboutissent aux réalisations d'activités productives mixtes :

Champs communautaires mixtes

Réhabilitation des routes agricoles

Mise en place des comités locaux mixtes de gestion de conflit

Difficultés

- Faible capacité de capitalisation, de systématisation pour plus de durabilité de nos actions
- Manque d'analyse systématique des conflits en vue d'une canalisation stratégique des efforts
- Capacité stratégique réduite de l'équipe du SADRI

Rôle du professionnel

- Buts/objectifs attendus :
- Réaliser les activités en rapport avec la promotion de la paix prévues dans le programme du SADRI en cours d'exécution.
- Renforcer les compétences du SADRI et rendre efficace ses actions dans le domaine de la prévention, la gestion et la transformation des conflits.

Taches à accomplir :

- Renforcer les capacités dans la prévention des conflits
- Communication non-violente
- Renforcer les initiatives de paix existantes
- Animer les ateliers sur la prévention/gestion/transformation des conflits
- Capitaliser les expériences
- Initiation des actions de plaidoyer/lobbying
- Appui à l'analyse de l'impact des activités
- Appui à la production des supports sur la paix (matériels et documents)

CEFORMAD (Kinshasa)

Spécificités

- Formation
Management des organisations, Développement organisationnel, Pédagogie d'accompagnement des ILD, Gestion des IMF, Formation des formateurs, Formation des accompagnateurs de la gouvernance, Gestion des conflits
- Accompagnement
Des personnes formés, Des organisations, De la mise en œuvre des processus participatifs

Notre contribution à la paix

- Processus participatif à KINSENSO : administration de proximité, accessibilité de la population aux services de base
- Réflexion sur le système éducatif et la valorisation des ressources naturelles (adaptation programme scolaire aux réalités du pays, collaboration avec acteurs de confessions religieuses, Ministères, entreprises, organisation de la société civile)
- Adéquation formation et emploi, l'université met sur le marché des entrepreneurs, créateurs d'emploi et non des chômeurs qui peuvent constituer un vivier pour la violence (UPC)

- Formation à l'accompagnement des animateurs à la gouvernance locale
- Renforcement des capacités organisationnelles
- Point focal réseau SCP (contact avec les administrations, Ambassade et autres acteurs, réalise la gestion financière et organise la logistique)

Changements observés

Niveau individuel (formés) :

- Acquisition de capacités d'apporter des nouvelles idées dans leurs structures
- Ils ont développé le sens d'écoute
- Ils ont acquis une renommée

Niveau organisationnel :

- Clarification des rôles (organigramme)
- Création de bonne ambiance du travail
- Adaptation aux nouvelles orientations (utilisation des divers outils : obmemo)

Niveau sociétal :

Création des réseaux des acteurs formés

Difficultés

- Circonscrire le domaine de travail (contexte trop fuyant)
- Trop d'événements qui surviennent
- Documentation pas toujours disponible
- Précision du rôle du CEFORMAD par rapport à la paix (stratégie)

CCEF

Spécificités

Encadrement et accompagnement des personnes en conflit (avec elles-mêmes)

Formation des formateurs et intervenants en psychothérapie

Notre contribution à la paix

Les personnes en situation difficile ou en détresse accompagnées sont rendues capable de :

- Construire des mécanismes de résolution des conflits intra- et inter-personnels
- Entreprendre des actions de développement et pouvoir se réaliser
- Outiller les intervenants en psychothérapie
- Réinsérer les enfants et jeunes en situation difficile par le parrainage scolaire et professionnel et les préparer à vivre dans un monde organisé et à réaliser chaque jour avec les autres (adultes et jeunes)

Changements observés

Niveau individuel :

- Maturité psychique et émotionnelle au sein des membres de l'équipe, des personnes formées
- Augmentation de l'estime de soi
- Changement des attitudes et remise en confiance

Niveau organisationnel :

- Recherche des informations adéquates sur comment sortir de la situation difficile et de détresse
- Sollicitation à la formation des intervenants en psychothérapie pour mieux accompagner des personnes en conflit

Niveau sociétal :

- Circulation des informations et la communication au sein de l'équipe du centre, avec les bénéficiaires et les partenaires (familles des bénéficiaires)
- Réintégration sociale
- Refondation de la famille (structure de base)

Difficultés

- Approche nouvelle
- Les résultats ne sont pas immédiatement perceptibles (travail sur l'être humain)
- Influence des philosophies religieuses/ la subordination de la compréhension au registre mystico-religieux qui récuse la clé d'explication rationnelle et scientifique
- Espace de travail encore non achevé

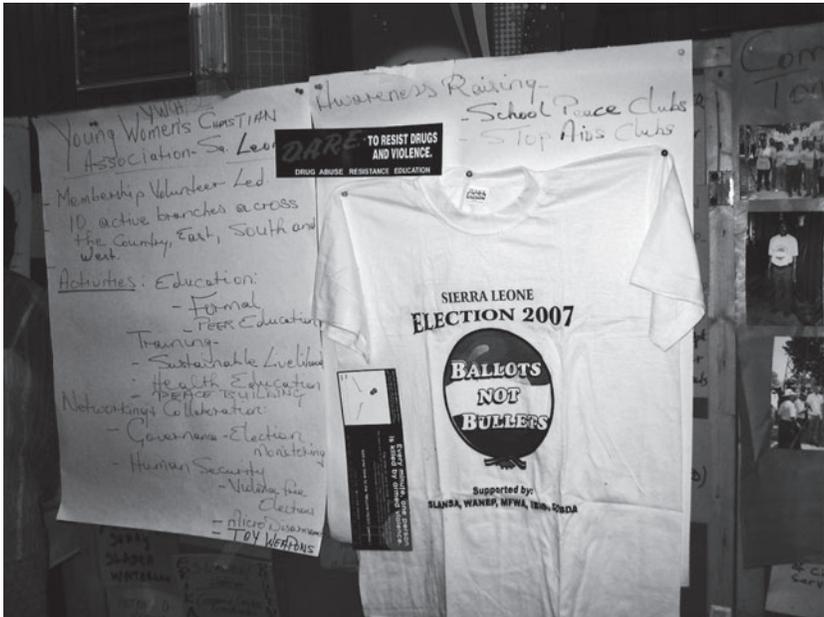
Rôle du professionnel

Statut :

membre de l'équipe du centre

Rôle :

former un correspondant congolais dans la sensibilisation et vulgarisation dans le domaine de la psychothérapie



8. Les réseaux SCP : pistes de synergies et de complémentarités

Pendant l'atelier SCP/RDC d'octobre 2008, l'identité et le renforcement du réseau étaient à l'ordre du jour. Nous ne visons pas la création d'un réseau figé, mais plutôt le renforcement de liens professionnels et personnels pour un travail plus performant et des impacts plus visibles. Dans cet esprit nous avons également invités des partenaires et professionnels d'appui soutenus par AGEH et Eirene en Allemagne.

Nous vous présentons quelques analyses et propositions de synergies et de complémentarités faites par les participants ainsi que leurs définitions du travail du réseau.

Complémentarités avec les autres membres		CEFORMAD Appui institutionnel	
	HealAfrica & CCEF Insertion des victimes des affrontements de police et Bundu Dia Kongo	CRAFOD	SADRI Gestion rationnelle des ressources naturelles
	CENADEP Renforcement des actions de la société civile du Kongo Central		RIO Développement de thèmes d'éducation à la paix et transformation des conflits
Actions du réseau	Facilitation des échanges des personnes ressources au sein du réseau (frais de voyage) Appuyer l'organisation des actions provinciales liées à la gouvernance locale en faveur des membres (ateliers, conférences, forum) Publication des expériences des membres de SCP/RDC (brochures, CDRom)		

Complémentarités avec les autres membres	Heal Africa Formation sur le GALS (Gender Action Learning System)	CRAFOD Echanges & réflexions sur les liens entre paix et développement	CEFORMAD Accompagnement dans le développement organisationnel et l'intégration du genre
	CCEF Formation des superviseurs en psychothérapie au Sud Kivu	RIO	SADRI Echanges d'expériences et de documentation en matière des droits économiques sur la gestion des ressources naturelles
	NOYAU D'ACCOMPAGNEMENT Modération du symposium sur la bonne gouvernance, documentation sur la gouvernance et la paix, expériences extérieures sur la bonne gouvernance et la résolution des conflits		
Actions du réseau	Participation des organisations du réseau au symposium Bonne gouvernance en novembre à Bukavu Faciliter les contacts avec d'autres organisations qui appuient des programmes de paix Plaidoyer/lobbying auprès des institutions gouvernementales et la communauté internationale sur les résultats des actions de recherches, d'analyse de contexte et des grandes rencontres		

Complémentarités avec les autres membres	CEFORMAD Adaptation/développement de nouvelles orientations/thématiques et capacitation	CRAFOD & SADRI & CEFORMAD & CCEF Mettre à profit leur appartenance à la dynamique genre avec EED & Congo ouest	
	RIO & CRAFOD Interaction, capacitation et synergie entre acteurs	SADRI	CRAFOD Autopromotion économique
	RIO & Heal Africa Résolution des conflits et genre (Homme & Femme, communautés originaires et non originaires, industriels et gagnes petits – artisans et paysans)	CCEF Questionnement : Quel dispositif en termes de voie de sortie en cas de détresse (insécurité des acteurs/forces) ? Peut-être la CCEF peut intervenir pour le volet « détraumatisation »	
Actions du réseau	Travailler sur la thématique des identités, paix et ressources Travailler sur la thématique « mouvements des populations » Evaluer les impacts des noyaux mis en activités		

Complémentarités avec les autres membres	CCEF		
	RIO & Heal Africa & CRAFOD & CEFORMAD Pour la formation/renforcement des capacités – supervision des intervenants		
Actions du réseau	Forum sur la jeunesse et paix		

Complémentarités avec les autres membres	RIO & CRAFOD & SADRI Enrichissement curricula de formation : processus d'accompagnement Montage des thématiques (recherche – action)	CEFORMAD	RIO & CRAFOD & SADRI & CCEF & Heal Africa Prestation de services
	Actions du réseau	Préparer les données/analyse et les stratégies à mettre à la disposition du leadership de l'Eglise pour un lobbying Analyses continues et montage des stratégies pour le lobbying par le leadership de l'ECC Capitaliser et publier les résultats des travaux d'analyse de contexte, des stratégies et de lobbying	

Complémentarités avec les autres membres		CEFORMAD Accompagnement et formation	
	RIO Transformation des conflits	Heal Africa <i>Guéris Mon Peuple Maniema/ Nord Kivu</i>	SADRI Approche communautaire et marché Amani
	CCEF Formation des formateurs en psychothérapie (échange d'expériences)	CRAFOD Promotion des filières animales et végétales, adoption des espaces de dialogue, gestion de l'environnement des sites occupés par les populations déplacées	
Actions du réseau	Organisation de fora Promulgation du mandat du professionnel Faire des publications (montrer les réalités du Congo) Intégrer la jeunesse universitaire dans les ateliers du SCP		

Le réseau SCP dans la Mano River Region a commencé des réflexions similaires qui seront capitalisées par la suite. Nous sommes également en train de réfléchir sur les complémentarités et passerelles entre les différents réseaux sous régionaux.

9. Conclusion

Le travail pour la paix nécessite le renforcement des «capacités locales» qu'il s'agit de reconnaître et de valoriser. Elles peuvent prendre des formes très diverses.

Le SCP se met au service de ce renforcement. Dans une autre brochure de cette série, nous avons déjà traité les défis du travail de coopération interculturelle qui est en même temps une difficulté et une opportunité.

L'approche d'envoi de personnel de EED tente de mettre à profit cette opportunité. Elle met le partenaire sur le terrain au centre et arrive par là à pérenniser son intervention en renforçant des structures existantes au lieu de mettre en place des « projets » éphémères.

Au vu de l'avancement des structures partenaires dans l'analyse du contexte on prend soin d'envoyer du personnel qui amène une véritable « valeur ajoutée » dans des contextes de plus en plus complexes.

La création et le renforcement de réseaux entre partenaires au niveau national, régional et sous-régional sont d'autres éléments « porteurs de paix » dans des environnements fragmentés et déstabilisés.

Nous avons défini quelques points-clé à respecter :

- Définir et redéfinir l'engagement et les intérêts communs sur base desquels on travaille ensemble (entre tous les acteurs bilatéralement) permet une base saine et des attitudes solidaires nécessaires à une culture de paix.
- Mettre en place et renforcer des dispositifs et une culture de négociation par rapport aux clashes interculturels inévitables
- Prendre davantage en compte l'organisation locale dans la préparation (y compris les futurs collègues du professionnel)
- Travailler sur la communication multilatérale entre tous les acteurs : Encourager les feedbacks francs des responsables

Individuellement nos contributions à la paix peuvent être modestes et ponctuelles, mais en tissant des liens plus forts entre nous et en avançant ensemble nous pouvons gagner en influence dans ce monde où la violence continue de passer plus facilement que la négociation, où les haines et les préjugés ont encore la part belle, où les analyses stratégiques à la portée des premiers concernés se font encore rares.

Nous souhaitons à tous courage et endurance, curiosité et envie d'apprendre, créativité et succès. Créons ensemble un bond en avant innovateur et efficace dans le travail pour la paix!



Partenaires SCP/ EED en RDC :

- **CCEF (Centre Congolais de l'Enfant et de la Famille)**
Kinshasa-Gombe, RD Congo
e-mail: masiala1@yahoo.fr
- **CEFORMAD (Centre de Formation en Management et Développement Organisationnel)**
Gombe – Kinshasa, RD Congo
e-mail: ceformad@ic.cd
www.ceformad.org
- **CRAFOD (Centre Régional d'Appui et de Formation pour le Développement)**
Kimpese / Bas-Congo, RD Congo
e-mail: crafod@crafod.org
www.crafod.org
- **HEAL Africa**
Nord Kivu, Goma, RD Congo
e-mail: healafrica.lyn@gmail.com
www.healafrica.org
- **RIO (Réseau d'Innovation Organisationnelle)**
e-mail: riobukavu@yahoo.fr, riobukavu@hotmail.com
www.riobukavu.org
- **SADRI (Service d'Appui au Développement Régional Intégré)**
Lubumbashi, RD Congo
e-mail: eccsadri@yahoo.fr
- **ULPGL, Université Libre des Pays des Grands Lacs, Goma, RDC**
<http://www.ulpgl.net>

En Guinée Bissao:

- **INEP, Instituto Nacional des Estudos e Pesquisa**
www.inep-bissau.org

Civil Peace Service (CPS) Partners of EED in the Mano River Region (MRR):

Sierra Leone

- **SLADEA (Sierra Leone Adult Education Association)**
Email: sladeasec@hotmail.com
www.globalhand.org/data/sierra-leone-adult-education-association-sladea
- **SLOIC (Sierra Leone Opportunities Industrialization Centre)**
Email: sloic_nationaloffice@yahoo.com, samligi747@yahoo.com
- **CCSL (Council of Churches in Sierra Leone)**
Email: councilofchurchesinl@yahoo.com
<http://www.oikoumene.org/en/member-churches/regions/africa/sierra-leone/ccsl.html>
- **YWCA (Young Women's Christian Association – Sierra Leone)**
Email: ywcasaleone@yahoo.com
- **MADAM (Mankind's Activities for Development Accreditation Movement)**
Email: madamsl2002@yahoo.com

Liberia

- **LWF (Lutheran World Federation, Liberia)**
Email: elkelwfw@gmail.com
www.lutheranworld.org
- **CHAL (Christian Health Association of Liberia)**
Email: chal_secretariat@yahoo.com
<http://www.oikoumene.org/de/mitgliedskirchen/regions/africa/liberia/lcc.html>
- **LDS (Lutheran Development Service)**
Email: ldsliberia@yahoo.com
- **LCC (Liberia Council of Churches)**
Email: liberiacouncilchurches@yahoo.com
<http://www.oikoumene.org/en/member-churches/regions/africa/liberia/lcc.html>
- **NARDA (New African Research & Development Agency)**
Email: narda_liberia@usa.com



- La Paix : un concept usé et abusé...
- Le Service Civil pour la Paix : Perceptions et logiques d'intervention
- Le travail SCP en RD Congo : Marges de manœuvre et légitimité
- Le Service Civil pour la Paix : Des efforts multiples et divers pour un même objectif
 - HEAL Africa au Nord Kivu et au Maniema : avancer avec les femmes... sans laisser les hommes derrière
 - Le CCEF (Centre Congolais de l'Enfant et de la Famille) à Kinshasa : la détraumatisation
 - Le CRAFTOD (Centre Régional d'Appui et de Formation pour le Développement) au Bas Congo : dialogue entre populations et décideurs
 - Le RIO (Réseau d'Innovation Organisationnelle) au Sud-Kivu : l'éducation à la paix
 - Le CEFOMAD (Centre de Formation en Management et Développement Organisationnel) : instruments de gouvernance dans la commune de Kinsenso à Kinshasa
 - Le SADRI (Service d'Appui Régional au Développement Intégré) au Katanga : les « faiseurs de paix »
- Le Plaidoyer et la Recherche-Action : Deux axes essentiels dans le travail de paix
- Les organisations partenaires et les professionnels d'appui : Une complémentarité efficace
- Les réseaux SCP : Pistes de synergies et de complémentarités



**Notre contribution
à la Paix :
une mosaïque d'actions
complémentaires**